



**Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord**

**Atelier public du CCPM : Les solutions de rechange qu'offrent les énergies renouvelables : les biocarburants et les énergies solaire et éolienne**  
**et**

**Session ordinaire du Comité consultatif public mixte no 06-02**  
**les 27 et 28 juin 2006**

**Hotel Hyatt Dulles**  
Herndon, Virginia, USA

**Andrew W. Mellon Auditorium**  
Washington DC

**Compte rendu de discussion<sup>1</sup>**

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) a tenu une session ordinaire les 27 et 28 juin 2006, à Herndon, en Virginie, dans le cadre de la XIII<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil de la CCE. Cette session du CCPM a commencé par un atelier public, le 27 juin, intitulé *Les solutions de rechange qu'offrent les énergies renouvelables : les biocarburants et les énergies solaire et éolienne*.

Le présent compte rendu de discussion résume les exposés de l'atelier ainsi que la discussion en plénière qui a suivi, et il fait état de chacun des points à l'ordre du jour de la session ordinaire (voir l'ordre du jour à l'annexe A, la liste des participants à l'annexe B et les exposés à l'annexe C).

On peut également se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de sa chargée de liaison, ou les consulter dans le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.cce.org>>.

**Mot de bienvenue du président du CCPM**

Le président du CCPM, M. Carlos Sandoval, souhaite aux participants la bienvenue au deuxième atelier que le Comité organise cette année et qui porte sur les solutions de rechange qu'offrent les énergies renouvelables, plus particulièrement les biocarburants et les énergies solaire et éolienne.

---

<sup>1</sup> AVERTISSEMENT : Le présent compte rendu de discussion a été établi avec soin et les membres du CCPM l'ont adopté, mais il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

Il indique ensuite que le CCPM compte un tout nouveau membre américain, M. Ralph Marquez, qu'il invite à se présenter à l'assistance. M. Marquez déclare qu'il a fait partie des trois membres de la *Texas Natural Commission on Environmental Quality* (Commission sur la nature et la qualité de l'environnement au Texas), et que ses travaux ont principalement porté sur des questions ayant trait à la qualité de l'air aux frontières. Il a quitté cette commission après onze années de service, mais il demeure très actif, notamment à titre de conseiller dans le domaine de l'environnement.

M. Sandoval demande ensuite aux membres du Groupe de travail du CCPM sur les énergies renouvelables de se présenter et de présenter également les orateurs invités du Canada, du Mexique et des États-Unis, ainsi que d'Espagne en la personne de M<sup>me</sup> Carmen Becerril. Ce groupe de travail comprend M<sup>me</sup> Irene Henriques et M. Gordon Lambert, du Canada, M. Eduardo Rincón, du Mexique, et M<sup>me</sup> Patricia Clarey, des États-Unis.

M. Rincón présente le premier orateur, originaire du Mexique, M. Odon de Buen, qui est président de la société Energía, Tecnología y Educación S.C.

M. de Buen mentionne tout d'abord que son exposé portera sur trois principaux sujets : les biocarburants et les énergies solaire et éolienne au Mexique. Il poursuit en indiquant que la production mexicaine de combustibles fossiles se chiffre à quelque 3,8 millions de barils, et que cette richesse en pétrole est l'une des principales raisons pour lesquelles la société mexicaine ne s'est pas préoccupée de trouver des solutions de rechange en matière d'énergie. Dans ce pays, 80 % de toute l'énergie produite provient du pétrole, du gaz naturel et du charbon. Et pour ce qui est de l'énergie électrique, 75 % est produite à partir de combustibles fossiles, alors que ceux-ci contiennent une très forte quantité de soufre et que l'on ne devrait pas les brûler pour des motifs écologiques.

M. de Buen ajoute que le ministère de l'Environnement a le mandat de s'occuper des ressources naturelles du pays, mais qu'un tel mandat n'a pas été aussi clairement confié au ministère de l'Énergie. Il estime que le Mexique est en mesure de produire une très grande quantité d'énergie en tirant parti du soleil, du vent, de petits barrages hydroélectriques et de la biomasse, mais qu'on a très peu fait pour mettre des projets sur pied à l'égard de ces sources d'énergie, et ce, contrairement au pétrole.

#### **Points saillants de l'exposé :**

- Le potentiel du Mexique en énergie éolienne est considérable, notamment dans la région de La Ventosa, dans l'État d'Oaxaca. Selon le *National Renewable Energy Laboratory* (Laboratoire national sur les énergies renouvelables) des États-Unis, la production d'énergie éolienne pourrait se chiffrer à 33 000 mégawatts (MW) en moyenne, ce qui équivaut à 70 % du potentiel énergétique actuel du Mexique.
- Environ 8 % de toute l'énergie que produit le Mexique constitue de la bioénergie. Les collectivités rurales en sont les principales productrices et consommatrices, mais les modes d'utilisation actuels ne sont pas écologiques et ont des répercussions néfastes sur l'environnement. En revanche, l'utilisation de la bioénergie peut offrir de

nombreux avantages tels que la création d'emplois sur le plan local, la maîtrise de l'érosion des sols, la régulation du débit de l'eau et la conservation des habitats fauniques. En outre, la production de bioénergie ne concurrence pas la production alimentaire et ne pose pas de problème technique. Par ailleurs, l'utilisation accrue de ce type d'énergie permettrait au Mexique de diversifier son portefeuille d'énergies et de diminuer les possibilités d'en manquer, car la bioénergie pourrait satisfaire près de 50 % des besoins énergétiques du transport, du chauffage et de l'éclairage. Dans ce pays, les obstacles à l'utilisation de la bioénergie ont principalement un caractère culturel et institutionnel. Par exemple, les décideurs l'associent à la pauvreté et non au progrès, la politique énergétique nationale éclipse les politiques de l'environnement et du développement rural, le monopole de l'approvisionnement en combustible et de sa distribution ne favorise pas les fournisseurs locaux de bioénergie, et l'information sur cette forme d'énergie est insuffisante.

- Certains projets de loi sont prometteurs, particulièrement en ce qui concerne l'éthanol. L'un d'eux exigerait que l'essence contienne 10 % d'éthanol, et cette éventualité a été bien accueillie par la société Pemex et le secteur agroalimentaire. Cependant, ce projet de loi est de nouveau à l'étude et a été renvoyé devant la chambre basse en raison du manque de clarté de quelques-unes de ses dispositions.
- En ce qui a trait à la production d'électricité au Mexique, la majorité des utilisateurs finaux sont subventionnés pour un montant total qui avoisine les 7,5 milliards de dollars américains, et ce, principalement (60 %) à des fins résidentielles. L'augmentation des taux horaires en raison de la hausse du coût du gaz naturel a toutefois ouvert des débouchés à des projets d'auto-approvisionnement. Le secteur privé y a accordé beaucoup d'intérêt, et il est possible d'obtenir des permis spéciaux pour exploiter des centrales qui produisent de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable. À l'heure actuelle, 9 de ces centrales sont en exploitation et 15 sont en construction. Le vent constituera 85 % de l'énergie nécessaire à ces nouvelles centrales, mais les promoteurs attendent que la *Comision Federal de Electricidad* (Commission fédérale de l'électricité) détermine où construire les lignes de transmission, particulièrement à partir de la région de La Ventosa.
- Le Mexique dispose de 700 000 mètres carrés de panneaux solaires qui s'avèrent très rentables pour chauffer l'eau, comparativement au gaz propane ou au gaz naturel. Malheureusement, les autorités gouvernementales ne soutiennent pas vraiment les projets d'énergie solaire, bien que des initiatives importantes soient prises sur le plan politique, notamment l'obligation que l'énergie solaire fournisse 30 % du chauffage de tous les nouveaux bâtiments.
- M. de Buen termine son exposé en affirmant que le Mexique dispose d'un énorme potentiel en énergies renouvelables et soutient que le gouvernement devrait subventionner les projets qui recourent à ces énergies, en réitérant le fait que la production d'électricité bénéficie de 7,5 milliards de dollars américains en subventions. Il estime que la société mexicaine pense à tort que les ressources du pays en combustibles fossiles sont inépuisables, ce qui constitue un obstacle très difficilement surmontable. À son avis, cela empêche que certaines initiatives politiques obtiennent l'attention ou le soutien qu'elles méritent.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Buen-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Buen-JPAC-06-2006_en.pdf)

M<sup>me</sup> Henriques présente l'oratrice suivante, M<sup>me</sup> Carmen Becerril, directrice générale du développement à la société espagnole Acciona, qui commence son exposé en donnant à l'assistance un aperçu des activités de cette société. Elle indique qu'elle s'est donné pour mission d'établir un modèle en matière d'énergies renouvelables en s'employant constamment à innover dans le domaine technologique. Elle précise que cette société est présente dans 30 pays, et que même si elle se consacre principalement à l'énergie, elle est également active dans les domaines des services urbains, de l'aménagement en infrastructure, des services immobiliers et des services de transport. En ce qui concerne l'énergie éolienne, les projets de cette société sont à l'origine de 6 % de la production énergétique mondiale. Elle exploite également des installations de production d'électricité à partir de la biomasse et des énergies solaire photovoltaïque et héliothermique, ainsi que de petites centrales hydroélectriques et des projets relatifs au biocarburant.

**Points saillants de son exposé :**

- Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, la demande mondiale en énergie augmentera de 60 % entre 2002 et 2030. La dépendance des pays qui en sont membres, dont le Canada, le Mexique et les États-Unis, à l'égard des importations de pétrole s'accroîtra de 85 % d'ici 2030. Alors que près de 2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une source d'énergie, l'Agence internationale de l'énergie estime qu'il y en aura encore 1,2 milliard dans cette situation en 2030.
- L'approvisionnement en énergie renouvelable montre des forces et des faiblesses. Parmi les forces, on doit noter l'abondance de ressources naturelles pour produire de l'énergie et le fait que cette production ne donne pas lieu à des émissions nocives et favorise le développement des collectivités locales et rurales. Parmi les faiblesses, on doit noter la nécessité d'un appui politique à leur égard et le fait que leur structure de production est différente et qu'elle coûte cher à l'origine, mais tout en notant qu'elle donne progressivement lieu à des économies d'échelle et se prête à la recherche et au développement.
- La plupart des projets relatifs aux énergies renouvelables en Amérique du Nord sont axés sur l'énergie éolienne. Pour le moment, aux États-Unis, on compte deux parcs éoliens en exploitation, une centrale thermique solaire en construction au Nevada, et plusieurs centrales éoliennes et thermiques en projet sur tout le territoire américain. Au Canada, la plupart de ces projets sont entrepris en Alberta mais également dans d'autres provinces. Leur mise sur pied au Mexique est très récente et ce pays en a entrepris deux : un projet de parc éolien, dans la région de La Ventosa, et un projet de centrale héliothermique. Tous deux sont destinés à fournir de l'électricité à des consommateurs industriels.
- M<sup>me</sup> Becerril, reprend une observation formulée préalablement voulant que la politique énergétique actuelle manque d'optique écologique, et elle affirme que si l'on persiste dans cette voie, les générations à venir en souffriront inévitablement.

Elle souligne le rôle que tout gouvernement doit jouer dans ce sens et l'importance que revêt le soutien du public. En conclusion, elle fait état de certaines initiatives commerciales soucieuses de la pérennité de l'environnement dont la mise en œuvre montre à quel point il peut être rentable d'appliquer un nouveau modèle en matière d'énergie.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Becerril-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Becerril-JPAC-06-2006_en.pdf)

M. Lambert présente l'orateur suivant, M. Jim Presswood, porte-parole en matière d'énergie pour le *Natural Resources Defense Council* (NRDC, Conseil pour la défense des ressources naturelles), qui donne un aperçu du rôle important qu'il joue, à titre de lobbyiste au niveau fédéral, à l'égard des questions relatives à la politique énergétique.

M. Presswood explique succinctement en quoi consistent les activités du NRDC aux États-Unis, notamment auprès du Congrès, en ce qui a trait aux politiques, et mentionne que ce conseil est le plus important de ce pays dans son domaine avec plus d'un million de membres. Il souligne que le principal objectif du NRDC consiste à préserver l'environnement en favorisant la prise de mesures pour réduire la pollution atmosphérique, entraver le réchauffement planétaire et encourager l'utilisation durable des ressources naturelles. Il ajoute que son exposé abordera les préoccupations que suscite la sécurité nationale en matière de pétrole ainsi que les débouchés qu'offre une économie fondée sur la bioénergie. Il précise que le NRDC s'emploie également, et de façon très active, à promouvoir l'application de l'Accord de Kyoto.

#### Points saillants de son exposé :

- En vue de réduire la dépendance des États-Unis à l'égard du pétrole, le NRDC travaille en étroite collaboration avec des groupes qui se vouent aux questions de sécurité nationale et s'efforcent de faire adopter une législation en vue de diminuer cette dépendance et de surmonter les obstacles politiques. À titre d'exemple, en 2005, un projet de loi sur l'énergie a réussi à parvenir au Congrès et a notamment donné lieu à l'instauration de normes pour le carburant renouvelable, d'activités de recherche et de développement, de subventions aux secteurs public et privé qui s'avèrent essentielles pour mettre sur pied et exécuter des projets de bioénergie, ainsi que des mesures incitatives en matière de production.
- L'adoption d'un projet de loi visant les économies de pétrole a commencé à mettre un terme aux divisions qui ont paralysé le Congrès lorsqu'il a été question de politique énergétique. D'un côté, certains membres étaient d'avis qu'il fallait accroître l'efficacité énergétique des véhicules, alors que de l'autre côté, certains étaient plus enclins à trouver de nouveaux endroits pour y forer du pétrole. Ce projet de loi du Sénat vise également à désengorger le réseau routier et à favoriser l'obtention de résultats concrets. En fait, le projet de loi dispose que les véhicules doivent utiliser un mélange de carburant contenant une plus forte proportion d'éthanol, soit 10 % d'ici 2012 et 50 % d'ici 2016. Certains membres réclament même que cette disposition soit plus rigide et exige 90 % d'ici 2012.

- M. Presswood indique ensuite que le NRDC examine attentivement ce qui se produit à l'étranger, en particulier de quelle manière les organisations non gouvernementales (ONG) européennes se penchent sur les préoccupations que soulèvent les biocarburants relativement aux matières premières. Le NRDC s'intéresse aussi à ce qui se passe au Brésil, où la déforestation de l'Amazonie pour y cultiver du soja a soulevé des inquiétudes à l'échelle internationale. Cet intérêt vient du fait que les États-Unis ne seront pas en mesure de produire toute l'énergie dont ils ont besoin et seront donc obligés d'importer des matières premières. En sachant ce qui se passe à l'étranger, cela permet aussi de déterminer si l'économie de l'énergie n'exerce pas des pressions sur des habitats essentiels tels que ceux d'Amazonie et d'Indonésie où l'on se pose des questions sur la manière dont on produit l'huile de palme. Le NRDC s'est donné pour objectif de travailler de concert avec des ONG d'autres parties du monde afin de veiller à ce que le passage à cette nouvelle économie s'effectue dans une optique écologique.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Presswood-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Presswood-JPAC-06-2006_en.pdf)

M<sup>me</sup> Clarey présente M. Matt Clouse, le directeur du *Green Power Partnership* (Partenariat pour l'énergie verte) à l'*Environmental protection Agency* (EPA, Agence de protection de l'environnement) des États-Unis, dont l'exposé porte sur les marchés d'énergies renouvelables dans ce pays et sur le rôle qu'y joue l'EPA.

#### Points saillants de son exposé :

- La production d'électricité aux États-Unis repose essentiellement sur des centrales au charbon (49,9 %), nucléaires (19,9 %) et au gaz naturel (17,9 %). L'hydroélectricité représente 6,5 % de la production totale alors que les autres ressources renouvelables, notamment la biomasse et les énergies éolienne et solaire n'en représentent que 2,9 %. La production d'énergie éolienne y a considérablement augmenté, et selon la *Wind Industry Trade Association* (Association d'exploitants de l'énergie éolienne), cette production atteindra 3 000 MW d'ici la fin de l'année.
- Aux États-Unis, deux principaux marchés soutiennent l'expansion des énergies renouvelables. Le premier, le *compliance market* (marché conforme à la loi), est issu des normes relatives aux portefeuilles d'énergies renouvelables qui obligent les fournisseurs d'électricité de 22 États à offrir à leurs clients un certain pourcentage d'électricité produite à partir de ces énergies. Le deuxième, le *voluntary market* (marché volontaire), découle de la vente au détail d'électricité produite à partir de ressources renouvelables (énergie verte).
- De plus en plus d'États américains réclament le mandat d'instaurer des normes pour les portefeuilles d'énergie, alors que plusieurs autres en sont à leur deuxième mandat dans ce domaine, notamment le Texas et New York qui ont considérablement multiplié ces normes. Le marché volontaire, qui est également dénommé « marché vert », existe maintenant depuis plus de dix ans. Ce qui a commencé par une solution de rechange à l'électricité produite de façon classique par des centrales déréglementées est maintenant appliqué par plus de 600 centrales à l'échelle du pays. Les ventes aux

clients résidentiels et non résidentiels sont à peu près les mêmes pour le moment, mais celles visant le secteur non résidentiel constituent de plus en plus un élément moteur de la croissance, principalement en raison de la disponibilité des certificats d'énergie renouvelable sur le marché.

- L'instauration de ces certificats a permis de vendre de l'électricité à un tarif dégressif aux clients résidentiels et non résidentiels. Toutefois, les primes accordées pour l'énergie verte ont diminué en raison d'une concurrence entre les négociants de certificats d'énergie renouvelable et les centrales. En outre, certaines centrales essaient de concurrencer ces négociants de certificats en offrant un produit à valeur ajoutée et de pallier ainsi la volatilité des tarifs de gaz naturel. L'exemple le plus notoire se situe à Houston, au Texas, où le coût de fourniture d'électricité à partir de gaz naturel a tellement augmenté que les clients qui ont fait un choix écologique font des économies importantes comparativement à ceux qui recourent à des services classiques de distribution d'électricité.
- L'EPA soutient l'utilisation d'énergies renouvelables pour plusieurs raisons : la diversité des combustibles qui procurent une sécurité énergétique, les avantages économiques locaux et les bénéfices qu'en tire l'environnement. La réduction des émissions de gaz à effet de serre constitue l'une des toutes premières priorités de l'EPA, et elle élabore à cette fin des programmes destinés à surmonter les obstacles que rencontre le marché des énergies renouvelables. Il s'agit notamment du manque de connaissances quant aux choix en matière d'approvisionnement et aux répercussions environnementales de la consommation d'électricité, du manque d'équité à l'égard des techniques relatives aux énergies renouvelables dans les règles du marché de l'électricité et de la poursuite du versement de primes pour encourager l'utilisation des énergies renouvelables. L'un de ces programmes, le Green Power Partnership, vise à ce que les grandes entreprises montrent l'exemple en soutenant les énergies renouvelables. En outre, l'EPA apporte son aide à la CCE et au groupe d'experts connexe en leur offrant d'autres outils, particulièrement pour calculer les avantages environnementaux des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Clouse-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Clouse-JPAC-06-2006_en.pdf)

M. Rincón présente M. Martin Pasqualetti, professeur à l'Université d'Arizona et ancien président du *Solar Energy Advisory Council* (Conseil consultatif sur l'énergie solaire) de l'Arizona, qui indique à l'assistance que son exposé portera sur l'énergie éolienne, sa situation et les problèmes et solutions qui s'y rapportent.

#### **Points saillants de son exposé :**

- L'utilisation de l'énergie éolienne pour produire de l'électricité offre des avantages considérables pour l'environnement. Par exemple, elle ne donne pas lieu à des émissions d'oxydes de soufre et d'azote, à l'utilisation d'eau et à la production de déchets, et plus important encore, ces installations sont facilement « reconvertissables », c'est-à-dire qu'il est possible de les ériger, de les exploiter et de les démonter sans que cela ait d'effets à long terme sur l'environnement.



- En 2005, la capacité éolienne mondiale se chiffrait à 58 000 MW, dont 70 % en Europe et seulement 17 % en Amérique du Nord. Il s'agit d'un secteur commercial très important qui a généré 22 milliards de dollars américains au cours de cette même année (dont 53 % en élaboration de projets, 42 % en ventes d'électricité et 5 % en exploitation et en entretien). L'Allemagne se situe au premier rang en matière d'installations éoliennes avec une capacité de quelque 20 000 MW, suivie par l'Espagne avec environ 10 000 MW et par les États-Unis avec à peine un peu plus de 9 000 MW. Au Danemark, la capacité de production est importante avec moins de 5 000 MW si l'on tient compte de la taille de ce pays ainsi que du fait qu'il envisage à court terme de produire jusqu'à 50 % de son électricité avec de l'énergie éolienne. Quant au potentiel du marché de cette énergie aux États-Unis, au moins 20 000 MW au total seront produits par des éoliennes d'ici 2010 et celles-ci assureront 6 % (100 000 MW) de l'approvisionnement en électricité d'ici 2020, ce qui représente un marché de 100 milliards de dollars américains.
- La capacité éolienne installée aux États-Unis en 2005 représentait 9 149 MW. Tout le territoire américain offre un très bon potentiel éolien, mais plus particulièrement le centre du pays, des grandes plaines jusqu'aux provinces des prairies au Canada, et ce, même si d'autres endroits comme la Californie ont été choisis précédemment pour y installer des parcs éoliens.
- Le Canada dispose de ressources considérables dans ce domaine, particulièrement au Québec et dans les montagnes Rocheuses, au sud-ouest de l'Alberta. L'installation de parcs éoliens a toutefois suscité de l'opposition en raison de leur nuisance visuelle. Malgré tout, si la tendance actuelle se poursuit au Canada, on estime que dans dix ans la capacité de production éolienne, notamment en Ontario et au Québec, atteindra 8 500 MW. Au Mexique, l'État d'Oaxaca, particulièrement l'isthme de Tehuantepec, représente la région la plus prometteuse. Si l'on considère que chaque mètre carré offre un potentiel moyen de 5 MW, seulement dans cette région, dont la superficie est de 91 500 kilomètres carrés, le potentiel se chiffre à 44 000 MW.
- Pour ce qui est des problèmes, le plus important est la nuisance visuelle; en revanche, si l'on peut intervenir à de nombreux égards pour corriger les aspects désagréables des éoliennes, on ne peut les rendre invisibles. On peut citer trois exemples de projets éoliens litigieux aux États-Unis : dans le comté de Highland, en Virginie, considéré comme une zone rurale paisible où l'on peut facilement se consacrer à l'observation astronomique; à Cape Cod, au sud-est de Boston, dans le Massachusetts, où un projet visait à l'origine à installer 130 éoliennes de 120 mètres de haut qui auraient empiété de 10 mètres dans l'eau du détroit de Nantucket; au col de San Gorgonio, à l'extérieur de Palm Springs, en Californie, à 190 kilomètres à l'est de Los Angeles. Ce dernier emplacement connaît des vents forts et constants qui peuvent atteindre plus de 145 kilomètres à l'heure. Pour les promoteurs, il s'agit d'un endroit idéal qui n'est pas fortement peuplé en raison du sable que soulève continuellement le vent. Ce projet a toutefois donné lieu à une vive opposition, particulièrement de la part des résidents de Palm Springs, qui estiment que ces éoliennes détruiront l'attrait esthétique de cette région.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Pasqualetti-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Pasqualetti-JPAC-06-2006_en.pdf)



M. Marquez, le nouveau membre du CCPM, présente M<sup>me</sup> Barbara J. Bramble, conseillère principale en programmes au service des affaires internationales de la *National Wildlife Federation* (NWF, Fédération nationale pour la faune), qui a consacré les quatre dernières années à dispenser une formation en matière de défense de causes au personnel d'ONG du Mexique qui jouent un rôle de premier plan dans les discussions internationales sur les biocarburants. Elle commence son exposé en donnant à l'assistance un aperçu des importants travaux que réalise la NWF, notamment en ce qui a trait au réchauffement planétaire et à la nécessité de trouver des solutions pour l'entraver.

**Points saillants de son exposé :**

- Au cours des trente dernières années, la production d'éthanol a connu une croissance considérable pour atteindre 42,2 milliards de litres en 2004. Le Brésil est en tête des producteurs avec 36 %, et les États-Unis le suivent de près avec 33 % et devraient rapidement le dépasser. Parmi les plus importants producteurs, il faut aussi compter la Chine (9 %), l'Union européenne (6 %) et l'Inde (5 %).
- Étant donné que tous les biocarburants n'ont pas la même nature, il est important que la production vise ceux qui permettront de réduire les gaz à effet de serre et qui ne sont pas nocifs pour les espèces sauvages. M<sup>me</sup> Bramble compare la production d'éthanol à partir de la canne à sucre à celle du biodiesel à partir de soja et d'huiles de dendé (palme) et de ricin. Selon elle, l'huile de palme se classe en tête en ce qui concerne la production de biodiesel, mais elle suscite malheureusement certaines préoccupations. Par exemple, cette production d'huile de palme en Indonésie et en Malaisie a occasionné une déforestation massive et l'extinction de nombreuses espèces fauniques importantes en Asie du Sud-Est. Selon des recherches menées par la NWF, il faut adopter le plus vite possible la deuxième génération de biocarburants issus de la technologie cellulosique; ils sont censés être commercialisés et rentabilisés dans les cinq prochaines années. Pour ce qui est de l'actuelle génération de biocarburants, la possibilité d'une hausse du prix des aliments est préoccupante en raison d'une réorientation de l'agriculture vers la production de ce type de carburant. L'utilisation des terres soulève également des questions environnementales en raison de l'expansion des cultures dans des zones sensibles où la demande en eau est excessive. C'est particulièrement le cas dans des régions sèches des États-Unis, à savoir dans l'Ouest et le Midwest, où de nombreuses entreprises agricoles doivent compenser un rendement très faible par une consommation excessive d'eau.
- La réussite actuelle du Brésil résulte de trente ans de travail pour que la production de bioéthanol soit florissante, mais en comptant sur des subventions qui se chiffrent à des milliards de dollars. Ce pays a dû s'imposer pour devenir plus indépendant et plus efficace dans le domaine de l'énergie. Actuellement, son industrie de l'éthanol essaye de progresser en devenant plus écologique et plus rentable.
- À Sao Paulo, une usine entourée de milliers d'hectares de canne à sucre constitue un exemple de la production durable d'éthanol au Brésil. La canne à sucre permet de produire de l'éthanol et les résidus sont brûlés pour alimenter l'usine en électricité. Le surplus d'électricité produit de cette manière est redistribué sur le réseau. En outre, le résidu liquide noir qui dérive du procédé sert de fertilisant pour les terres. L'énorme

potentiel d'expansion de cet établissement fait l'objet d'une étroite surveillance afin de s'assurer qu'il n'exploite que des terres dégradées et qu'il n'ait pas de répercussions néfastes sur l'Amazone.

- M<sup>me</sup> Bramble souligne que les biocarburants offrent un potentiel considérable, notamment ceux élaborés à partir de la cellulose provenant de déchets agricoles ou municipaux. Elle mentionne également que les détritiques que laissent les ouragans après leur passage destructeur, comme c'est le cas à l'extérieur de La Nouvelle-Orléans, pourraient facilement servir à produire de l'éthanol si l'on mettait sur pied des usines où il est possible d'appliquer la technologie cellulosique. Elle conclut en mentionnant que la NWF serait heureuse de participer à des discussions à ce sujet à l'échelle de l'Amérique du Nord si la CCE décidait de les organiser.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Bramble-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Bramble-JPAC-06-2006_en.pdf)

M. Lambert présente ensuite la chef du secteur de programme relatif à l'environnement, à l'économie et au commerce de la CCE, M<sup>me</sup> Chantal Line Carpentier, laquelle mentionne que son exposé portera sur les activités que la CCE a entreprises en 2006, dont l'établissement d'un rapport sur la cartographie des sources d'énergie renouvelable et le suivi des travaux de cartographie.

#### **Points saillants de son exposé :**

- Les activités de la CCE comprennent la poursuite du soutien au Comité d'experts sur les énergies renouvelables (CEER), notamment par un inventaire des meilleures pratiques de financement des projets à petite échelle, la mise au point d'un outil en ligne afin d'évaluer les avantages environnementaux des énergies renouvelables, et la facilitation de l'intégration des sources d'énergie renouvelable dans le réseau d'électricité. Le CEER compte des représentants d'organismes gouvernementaux des trois pays qui se vouent à l'énergie, ainsi que d'ONG, du secteur privé et des Premières nations. Il est chargé de fournir de l'information au Conseil, et de veiller à ce qu'il n'y ait pas de chevauchement d'activités et que les travaux entrepris se fondent sur ceux en cours en Amérique du Nord. Les travaux de cartographie qu'entreprendra le CEER en 2006-2007 viseront entre autres les biocarburants.
- Des travaux concertés ont également permis d'inventorier les meilleures pratiques de financement des projets à petite échelle concernant les énergies renouvelables. Un document exposant les premières études de cas sera consultable sous peu dans le site Web de la CCE. Ce document sera mis à jour à mesure que les travaux progresseront. Il existe également une base de données américaine, DSIRE, qui contient des renseignements complets sur les lois et politiques de chaque État qui favorisent l'utilisation des énergies renouvelables. Il est question d'étendre cette base de données au Canada et au Mexique, ce qui permettra de disposer de tous les renseignements nécessaires pour connaître la capacité et le potentiel de production d'énergie renouvelable dans chaque État et province du continent.
- L'outil en ligne, mis au point en partenariat avec l'EPA et le *World Resources Institute* (Institut des ressources mondiales), permet de calculer les avantages

environnementaux des énergies renouvelables. Cet outil donne à n'importe qui en Amérique du Nord la possibilité de connaître les avantages environnementaux d'un projet envisagé, car il fonctionne comme un calculateur et n'exige que des renseignements simples tels que le pays où se déroulerait le projet et ses objectifs. Une autre activité vise à faciliter l'intégration des sources d'énergie renouvelable au réseau électrique, car les installations de production d'électricité à partir de ces énergies ne sont pas toujours à proximité du réseau ou celui-ci est difficilement accessible, ou il existe d'autres entraves techniques, politiques et administratives.

- M<sup>me</sup> Carpentier souligne l'importance de la cartographie des sources d'énergie renouvelable et affirme que la capacité de production d'électricité à partir de ces dernières dépend de la situation géographique et que, comme l'a mentionné M. Pasqualetti au cours de son exposé sur l'énergie éolienne, c'est presque toujours le cas pour toutes ces sources. Il semble nécessaire de restreindre la superficie visée par un projet afin d'y mener une étude de faisabilité et des travaux de vérification qui s'avèrent onéreux et qu'il n'est pas possible d'entreprendre partout. Une carte des sources d'énergie renouvelable permet aux promoteurs de prévoir la rentabilité et le rendement d'un projet.
- En ce qui concerne l'énergie éolienne, il faut relever des données sur la vitesse du vent durant au moins un an pour qu'une carte soit fiable et permette à des promoteurs de trouver du financement pour des projets. La première démarche doit consister à faire correspondre les besoins financiers aux ressources en cherchant et en notant les endroits où la vitesse du vent est adéquate, par exemple des couloirs entre de hautes montagnes ou des zones littorales.
- Le CEER s'est réuni à Cuernavaca, en février 2006, pour examiner tous les rapports, et en a conclu que la CCE devrait concentrer ses travaux sur la biomasse et les énergies éolienne et solaire. Celle-ci a formé trois sous-comités sur les énergies renouvelables dont le mandat consiste à rassembler toutes les ressources disponibles dans une seule et même page du site Web de la CCE. Cette page comprendra des données par pays et le nom des personnes-ressources au sein des organismes participants afin de savoir à quels domaines se consacrent ces organismes en Amérique du Nord. Les données en question permettront de tirer des conclusions financières qui seront utiles aux promoteurs et aux collectivités, particulièrement celles des Premières nations qui sont situées dans le nord du Canada et le sud du Mexique. Ces régions disposent d'un grand potentiel, mais n'ont pas nécessairement les capacités d'élaborer un projet.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/JPAC-06-2006_en.pdf)

M. Sandoval présente le dernier orateur, M. Lambert, membre du CCPM et vice-président du développement durable à la société Suncor. Celui-ci entame son exposé en mentionnant qu'il fera état du point de vue du secteur privé sur cette importante question que constituent les énergies renouvelables.

**Points saillants de son exposé :**

- Il affirme que durant toute sa vie, l'énergie a toujours été largement disponible et à bas prix, et que cela a influencé les choix de toute société, particulièrement en Amérique du Nord, en donnant un aspect particulier aux collectivités et à leur aménagement. Mais cette ère d'abondance énergétique est terminée et nous nous trouvons en plein cœur d'une période de changement dynamique en ce qui a trait à l'utilisation et à la production d'énergie. Il déclare aussi que le présent atelier sur l'expansion des énergies renouvelables atteste de ce changement, et que cinq ans auparavant, il aurait été presque inimaginable d'envisager le recours aux énergies renouvelables comme solution de rechange pour combler les besoins à venir de l'Amérique du Nord en matière d'énergie. Selon lui, chaque personne présente dans la salle joue un rôle essentiel en promouvant la production d'énergie renouvelable et contribue à ce que la société civile soutienne ce type de production. Il mentionne aussi qu'à titre d'entreprise privée, Suncor s'emploie à ce que ses actionnaires ne soient pas lésés par ce changement d'orientation.
- Donnant un aperçu des activités de Suncor, il mentionne qu'il s'agit d'une productrice de pétrole de longue date qui est à l'origine de l'exploitation des sables bitumineux au Canada. Ses activités se concentrent en Amérique du Nord et lui permettent de produire également du gaz qu'elle utilise comme énergie pour exploiter les sables bitumineux. Elle possède aussi des installations de raffinage en Ontario, sous la raison sociale Sunoco; elle vend exclusivement un mélange d'éthanol et d'essence depuis le milieu des années 1990, mais elle vient de commencer à en produire. Elle a aussi récemment pénétré le marché américain en achetant deux raffineries à Denver, au Colorado, et elle a d'autres projets d'expansion. Selon M. Lambert, « Suncor s'est donné pour objectif d'être unique et de produire de l'énergie de façon durable en visant une croissance vigoureuse qui répond aux attentes changeantes de ses actionnaires actuels et futurs ». Il précise que cette société s'oriente vers les énergies renouvelables pour satisfaire ses actionnaires mais aussi en raison des changements climatiques.
- M. Lambert conclut que ces changements climatiques ont joué un rôle important dans la production de combustible à faible teneur en hydrocarbures. Il mentionne que certains facteurs externes offrent des débouchés aux biocarburants, notamment le prix élevé de l'énergie, les pénuries d'approvisionnement, les initiatives gouvernementales et la demande des consommateurs visant à ce que l'entreprise privée adopte des pratiques écologiques. La philosophie de Suncor consiste à s'adapter au changement au lieu de le combattre.

On peut consulter cet exposé à l'adresse suivante :

[http://www.ccc.org/files/pdf/JPAC/Suncor-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.ccc.org/files/pdf/JPAC/Suncor-JPAC-06-2006_en.pdf)

Le président du CCPM invite ensuite l'assistance et les orateurs à formuler des observations et des questions.

#### **Principales observations et questions :**

- Au Mexique, des stimulants économiques s'imposent afin de favoriser une utilisation active des énergies renouvelables. Les médias, le secteur privé et les associations

doivent continuer à préconiser le changement. Le recours à des solutions de rechange ne se limite pas à l'assentiment de la collectivité; il faut que les gouvernements interviennent et que les campagnes de promotion de ces énergies de remplacement soient encore plus dynamiques.

- En ce qui a trait à la production de biocarburant, le projet de loi sur l'énergie mentionné précédemment prévoit des subventions et des stimulants financiers dont les raffineries tirent actuellement parti. Il est évident que ce type d'usine est facile à construire et qu'il est possible de les amortir en l'espace de deux ans. Il s'agit d'une industrie vraiment remarquable qui peut susciter une forte croissance commerciale, particulièrement aux États-Unis où il existe déjà des stimulants ainsi qu'une législation connexes.
- Les États-Unis sont incités à accélérer la production d'éthanol à court terme tout simplement parce que le prix de l'essence est élevé. Il a été grandement question de l'éthanol il y a peu de temps dans les médias, et les programmes télévisés et les publications nationales ne cessent de faire état du potentiel de l'éthanol. D'ailleurs, les sociétés à capital de risque investissent dans les projets de production d'éthanol, y compris Bill Gates qui possède 25 % des parts d'une société productrice d'éthanol en Californie. Le maïs va permettre d'en produire quelque 53 billions de litres, c'est-à-dire davantage que ce que l'on escompte produire à partir de la technologie cellulosique. On est également sur le point d'assister au début d'une production commerciale d'éthanol cellulosique, et ce, dès que la construction de l'usine de la société Iogen sera terminée en Idaho.
- Le gouvernement mexicain a entrepris quelques projets visant l'utilisation et la production de biodiesel, mais même s'il existe un fonds pour favoriser les investissements dans ces projets, il ne s'agit pas encore nécessairement de la solution la plus rentable.
- De nombreux indiens Navajo et d'autres Premières nations d'Arizona ont choisi les énergies renouvelables pour plusieurs raisons. Au début, des promoteurs les ont approchés avec délicatesse au lieu de leur imposer des projets. Peut-être que les paysans du Mexique sont dans la même situation. Comme l'a mentionné un orateur, il est important que les promoteurs se rendent dans ces collectivités dans le même état d'esprit en soulignant que ce genre de culture offre une ressource que leurs habitants peuvent maîtriser et rentabiliser.
- L'un des orateurs compare les matières premières en fonction des émissions qu'elles génèrent (le brûlage de combustible), et soutient qu'un mélange avec 10 % d'éthanol n'aide vraiment pas à réduire la pollution. Il faut mélanger une plus grande proportion d'éthanol à l'essence pour que le brûlage ne donne pas de résidus. C'est toutefois mieux d'utiliser un mélange qu'un combustible fossile pur, car cela évite d'émettre des gaz à effet de serre. Comme beaucoup d'entre nous le savent, l'huile de palme constitue une meilleure solution que le soja. Malheureusement, la production de cette huile s'effectue dans des régions qui sont confrontées à la déforestation.
- L'opinion négative que suscite la mort d'oiseaux dans les parcs éoliens ne semble pas vouloir se dissiper. Toutefois, selon le comité national de coordination de l'énergie éolienne, ce problème est moins important que la plupart des gens le pensent. Il ne faut pas perdre de vue que cette source d'énergie renouvelable comporte peu de risques.

- Comment faire pour que le pétrole soit chose du passé? L'exploitation des sables bitumineux cause des dommages à l'environnement et d'autres projets peuvent détériorer le paysage. Nous devons manifestement choisir de vivre dans un monde qui restreint les émissions de carbone. En ce qui concerne la production d'électricité à partir du charbon, on peut le gazéifier, améliorer la production de pétrole, promulguer une législation forçant la liquéfaction du charbon et imposer des normes relatives aux émissions de gaz à effet de serre. Le combustible produit à partir de charbon liquéfié doit contenir 80 % de biomasse. En Chine, dans le cadre de recherches, on utilise certaines plantes pour produire de l'électricité; il faudrait financer davantage ce genre de recherches.
- Un membre de l'assistance se dit préoccupé par la promotion de projets d'énergie renouvelable qui n'ont pas un caractère écologique. Selon lui, il faudrait axer les efforts sur les solutions de remplacement en matière énergétique en plus de viser les énergies renouvelables. Ces projets devraient également avoir pour objectif de préserver les espèces sauvages et leurs habitats.
- Le potentiel des biocarburants est considérable, particulièrement pour celui produit à partir de la cellulose provenant de déchets agricoles ou municipaux. Même les débris laissés par les ouragans, comme c'est le cas depuis plusieurs années à l'extérieur de La Nouvelle-Orléans, pourraient facilement servir à produire de l'éthanol si la technologie cellulosique était déjà en application. Il faut espérer que cette idée d'instaurer des principes et des critères de production écologique ne soit pas considérée comme un obstacle par le secteur privé. Nous voulons être perçus comme des gens qui soutiennent des investissements éclairés, et non comme ceux qui saisissent n'importe quelle occasion qui se présente. Il serait utile que la CCE organise des discussions à ce sujet à l'échelle de l'Amérique du Nord.
- En ce qui a trait au rôle de la CCE, une personne se demande en quoi consiste la proposition de valeur pour le secteur privé. À son avis, il s'agit de la diversité de points de vue des gens qui se trouvent dans la salle. Elle soutient que le fait d'avoir ce genre de discussion au cours de laquelle il est possible de soulever des problèmes, et de mieux les saisir malgré leur complexité, constitue une valeur ajoutée.

Après le déjeuner, les membres de l'assistance se répartissent en trois groupes de discussion sur les principaux sujets de l'atelier. Les questions suivantes leur sont proposées pour guider leur réflexion :

- En quoi consistent les obstacles à la promotion et à l'adoption des biocarburants ainsi que des énergies solaire et éolienne ?
- Quel rôle joue ou devrait jouer le secteur privé en vue de surmonter ces obstacles?
- Quel rôle joue ou devrait jouer la société civile en vue de surmonter ces obstacles?
- Quel rôle joue ou devrait jouer un gouvernement en vue de surmonter ces obstacles?

**Principales observations formulées dans le cadre des groupes de discussion et de la plénière :**

- Plusieurs membres de l'assistance estiment justifié de produire de l'éthanol à partir de déchets au lieu de plantes cultivées. Ils mentionnent que, à cette fin, on pourrait se servir de la graisse animale, notamment celle de la volaille, du bœuf et du porc. Ils mentionnent également qu'au Mexique, on utilise de l'huile végétale usagée pour fabriquer du biodiesel.
- Un membre de l'assistance soutient que les constructeurs de machines lourdes se sont intéressés à un mélange de carburant de 20/80, et ce, malgré le manque de soutien de la société Pemex. Au Mexique, le diesel est subventionné bien en dessous du prix international et la majorité des véhicules de transport lourds en consomment. Des statistiques montrent que ces entreprises sont prêtes à payer un supplément de 10 % pour que leur société ait une image écologique. Le Congrès mexicain étudie cette mesure en vue de l'adopter.
- On devrait axer les efforts sur les projets d'énergie renouvelable qui visent à protéger la biodiversité. Par exemple, dans de nombreux types d'habitat, le sol contient du carbone. On émet aussi des gaz à effet de serre lorsqu'on coupe des arbres et les brûle.
- Au Mexique, un changement s'impose et il faut s'attaquer à plusieurs problèmes. Mais le plus important est celui de la dépendance au pétrole, qui est malheureusement devenue un obstacle à la promotion de solutions de remplacement en matière énergétique. Le monopole que Pemex exerce dans le domaine de l'énergie et son influence sur la législation ne contribuent pas à améliorer la situation.
- Au Canada, la production d'électricité à partir d'énergie éolienne augmente de façon constante. La CCE devrait se pencher attentivement sur les recherches et les projets en cours, et procéder à un transfert technologique en travaillant en étroite collaboration avec les administrations municipales et les petites collectivités.
- Il faudrait s'efforcer de promouvoir le développement social en plus du développement économique, et ce, particulièrement au Mexique. Pour ce qui est du recyclage, ce pays accuse un énorme retard sur ses partenaires. En ce moment, des campagnes visent à sensibiliser le public et plus particulièrement les étudiants des écoles privées et publiques, car ce sont nos futurs décideurs. Certains établissements d'enseignement sont en train de constituer des centres d'entreposage pour les huiles, les graisses, le verre, le papier et le plastique usagés qu'ils expédient ensuite au recyclage. En compensation, ces établissements reçoivent des ordinateurs et du matériel pédagogique.
- Certains participants sont d'avis qu'il existe de nombreux obstacles à la promotion et à l'adoption de projets d'énergie solaire. Les plus importants comprennent les coûts d'installation et d'exploitation, la disponibilité du financement, la situation géographique et le climat, l'accès restreint à la technologie et aux ressources telles que les panneaux solaires, et l'absence de législation et de politique favorisant ce type d'énergie. Les subventions gouvernementales pourraient servir à faire face aux coûts élevés d'investissement. On peut avoir recours à d'autres instruments comme les normes de portefeuilles d'énergies renouvelables ou les tarifs d'alimentation.
- L'un des principaux obstacles à la promotion des projets d'énergie éolienne est le fait que le public manque d'information. Ce phénomène est particulièrement évident au



Mexique malgré l'immense potentiel de ces projets, notamment dans les petites collectivités.

- Certains projets d'énergie éolienne à Oaxaca ont fait l'objet d'une opposition de la part de la population, principalement parce qu'elle les perçoit comme bénéfiques au gouvernement et non aux habitants de la région. Il est important que les promoteurs prennent contact en premier lieu avec les collectivités, en leur faisant comprendre les nombreux avantages qu'elles peuvent en retirer. Les gouvernements pourraient aussi apporter leur aide en adoptant des lois qui facilitent et promeuvent la mise en œuvre de ces projets. Malheureusement, il existe un autre obstacle : le fait que de nombreux projets en cours dans la région ne sont pas rentables, notamment parce qu'Oaxaca est isolée et qu'il faudrait faire de gros investissements, surtout pour construire des lignes de transmission qui permettraient de distribuer l'électricité.

### **Session ordinaire du CCPM**

Le président du CCPM ouvre la session en résumant le déroulement de l'atelier et en remerciant les orateurs et l'assistance d'y avoir participé. Il indique que les membres du CCPM estiment que le thème de l'atelier est très important et qu'ils feront part des principales recommandations aux ministres au cours de leur séance à huis clos.

Il dit également apprécier que le gouvernement mexicain ait annoncé la constitution officielle du Comité consultatif national (CCN), par le truchement d'une lettre du ministre de l'Environnement au Secrétariat de la CCE. Il mentionne également que certains représentants mexicains assistent à la réunion et qu'ils s'adresseront à l'assistance tout comme leurs homologues canadiens et américains.

M. Sandoval déclare que la dernière session ordinaire de l'année se tiendra à Cancún, au Mexique, mais que le CCPM prévoit tenir une autre réunion au mois de septembre, à Montréal. Celle-ci aura pour but d'inviter le Secrétariat à exposer en détail les projets courants de la CCE, y compris les travaux que celle-ci prévoit entreprendre en 2007. Cela permettra au CCPM et au public d'être suffisamment renseignés pour formuler des recommandations particulières au Conseil, le cas échéant.

### **Adoption de l'ordre du jour provisoire**

Les membres du CCPM adoptent l'ordre du jour provisoire.

### **Compte rendu des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux**

M. Sandoval présente la présidente du CCN américain, M<sup>me</sup> Dolores Wesson, qui prend la parole en félicitant la CCE pour le rapport d'étape présenté un peu plus tôt et qui souligne ses nombreuses réalisations. Elle déclare ensuite que son comité a récemment formulé un avis au gouvernement des États-Unis au sujet de quelques domaines sur lesquels portent les travaux de la CCE. Il s'agit, en premier lieu, des relations avec le secteur privé, plus précisément de l'écologisation des chaînes d'approvisionnement; un

sous-groupe de ce CCN s'est consacré à ce sujet et a également organisé quelques réunions l'an passé dans le but de mieux intégrer le secteur privé et d'autres secteurs de la société en se fondant sur les travaux que la CCE réalise, particulièrement son Bureau de liaison au Mexique. M<sup>me</sup> Wesson félicite également la CCE pour le document qu'elle a publié concernant l'assurance de la qualité en vue d'améliorer celle de ses publications et autres documents. Elle se dit toutefois préoccupée par le nombre de groupes de travail de la CCE et estime nécessaire de rationaliser leur fonctionnement en faisant appel à d'autres secteurs, dont le milieu universitaire et le secteur privé, pour que ces groupes de travail soient plus efficaces. Elle indique également que le CCN américain a formulé des recommandations sur le processus relatif aux communications de citoyens ainsi que sur le choix d'un nouveau directeur exécutif pour la CCE. Elle mentionne aussi que son comité a récemment mené une consultation à l'interne afin de savoir quelles questions les membres considéraient prioritaires. Elle conclut en exprimant sa satisfaction au sujet de la constitution officielle du CCN mexicain.

M. Sandoval présente ensuite le président du Comité consultatif gouvernemental (CCG) des États-Unis, M. Placido Dos Santos, en expliquant brièvement que le mandat de ce comité consiste à formuler des avis à l'EPA. M. Dos Santos fait tout d'abord mention de l'avis que son comité a transmis le 10 mai et dans lequel il félicite les Parties et le Secrétariat des travaux accomplis relativement au Plan opérationnel ainsi qu'aux procédures et à la politique en matière d'assurance de la qualité. Il fait également état de la dernière réunion que le CCN a tenue à Washington et qui a porté sur les énergies renouvelables et les changements climatiques, mais ajoute que la CCE devrait poursuivre son précieux travail dans ce domaine. Il félicite également le CCPM d'avoir organisé un atelier la veille sur le même thème. Il précise ensuite que l'avis abordait également deux points précis. En premier lieu, il préconisait un soutien accru du gouvernement américain à l'EPA et à la CCE pour qu'elles puissent promouvoir les marchés d'énergies renouvelables en Amérique du Nord. En deuxième lieu, il soulevait le fait que les peuples autochtones d'Amérique du Nord et leurs collectivités subissent les contrecoups des changements climatiques.

M. Sandoval présente également le président du CCN canadien, M. Jean Perras, qui mentionne tout d'abord que son comité a tenu deux réunions à la suite de la session ordinaire du Conseil qui a eu lieu à Québec, et qu'il a formulé deux recommandations précises : la première sur la situation financière de la CCE et la deuxième sur le plan stratégique quinquennal. Il encourage les Parties à travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat afin de tirer parti des vastes connaissances que celui-ci a acquises au cours des douze dernières années. Il mentionne également que le CCN canadien est satisfait du déroulement du processus relatif aux communications de citoyens, mais qu'il est préoccupé par l'absence de mesures en vue de donner suite aux constatations consignées dans les dossiers factuels. M. Perras déclare également que le CCN a formulé un avis au gouvernement canadien pour que des provinces telles que la Colombie-Britannique et l'Ontario adhèrent à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE) et apportent ainsi un soutien accru aux activités de la CCE. Il fait également état de la nécessité d'établir des relations avec les municipalités et les peuples autochtones des trois pays, et souligne l'importance que revêtent les travaux de la

CCE sur la santé des enfants. Il soutient à ce sujet que les enfants constituent les principaux indicateurs de l'état de notre environnement et qu'il faut poursuivre les travaux les concernant. Se disant également satisfait des travaux de la CCE sur le bâtiment écologique et les énergies renouvelables, il conclut en félicitant le directeur de la CCE, M. William Kennedy, pour l'extraordinaire travail qu'il a accompli et les nombreuses réalisations qu'il a obtenues.

M. Sandoval présente la représentante du CCN mexicain, M<sup>me</sup> Patricia Muñoz, et l'invite à faire le bilan des activités de ce comité. M<sup>me</sup> Muñoz commence en déclarant qu'il est important d'entretenir des relations étroites avec ses homologues canadiens et américains en vue d'établir un programme commun pour résoudre les questions trinationales. Elle mentionne ensuite que même si son comité vient tout juste d'être reconnu officiellement par le gouvernement, il travaille depuis plusieurs années avec les fonctionnaires mexicains. Elle précise que ce comité a vu le jour en 1995 en vertu d'un décret visant à accroître la participation du public à l'examen des questions environnementales. Elle explique aussi qu'il existe cinq conseils régionaux et que chacun d'eux compte un président, un secrétaire et six conseillers dont chacun représente un secteur de la société. Le CCN compte dans ses rangs tous les présidents et secrétaires régionaux ainsi que les représentants de chacun des 32 États pour un total de 42 conseillers nationaux. Elle mentionne également qu'elle a rencontré un peu plus tôt ses homologues canadiens et américains et qu'ils ont pu discuter de façon informelle d'activités à entreprendre en concertation.

Le président invite ensuite les membres du CCPM et l'assistance à formuler des observations et des questions :

**Principales observations et questions :**

- Un membre de l'assistance demande à la présidente du CCN américain si ce comité envisage une collaboration plus étroite avec ses homologues canadiens et mexicains en vue d'élaborer des projets trinationaux avec tous les intéressés. M<sup>me</sup> Wesson répond qu'elle a rencontré pour la première fois ses homologues mexicains la veille et qu'ils ont discuté de différentes manières de communiquer et de collaborer, ainsi que de la perspective de faire participer activement à leurs travaux des représentants d'ONG, du secteur privé et du milieu universitaire d'Amérique du Nord.
- Un membre du CCPM demande au président du CCG américain de donner des précisions sur les récentes recommandations de ce comité à l'EPA. M. Dos Santos répond qu'au sujet du Plan opérationnel de la CCE, le CCG a demandé à l'EPA d'obtenir à l'avance un exemplaire de l'ébauche de ce plan afin de pouvoir l'examiner attentivement. Il a aussi recommandé de vérifier le texte du plan afin d'y déceler toute ambiguïté qui pourrait ultérieurement donner lieu à des différends. Il a aussi proposé que le gouvernement américain instaure des mécanismes et des procédures pour que l'information en provenance de la CCE circule à l'interne. En vue d'accroître la participation du public et d'améliorer l'image de la CCE, il a aussi recommandé d'organiser une séance de visualisation de l'avenir avec les membres du CCN et CCG américains, des membres du Secrétariat, un membre du CCPM et des

représentants du gouvernement américain. Il conclut en indiquant que le CCG a également signalé l'importance que revêt le processus visé aux articles 14 et 15 de l'ANACDE et a suggéré que le gouvernement américain exerce un suivi plus proactif.

- Un membre du CCPM demande au président du CCN canadien d'exposer son point de vue sur le processus relatif aux communications de citoyens en s'appuyant sur certaines observations exprimées par le public au cours d'une séance consacrée au suivi des dossiers factuels, tenue dans le cadre de la dernière session ordinaire du CCPM en 2005. M. Perras répond que l'ANACDE a un caractère unique, non seulement parce qu'il prévoit la constitution d'un comité consultatif public mixte comme l'un des éléments constitutifs de la CCE, mais aussi parce qu'il prescrit un processus relatif aux communications de citoyens. Il soutient qu'aucun autre accord international ne donne aux citoyens la possibilité d'alléguer publiquement qu'un pays omet d'assurer l'application efficace de sa propre législation de l'environnement. À son avis, il appartient au CCN et au CCG de veiller à l'exécution d'un suivi dans leur pays respectif.
- Un autre membre du CCPM demande à la représentante du CCN mexicain si le gouvernement de son pays finance les activités du comité. M<sup>me</sup> Muñoz mentionne que cette année exclusivement, le *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles) du Mexique a versé une aide financière au CCN dans le cadre d'un projet des Nations Unies. Cette aide a permis aux membres de se réunir à trois reprises au cours de l'année avec le président du CCN, à savoir le ministre mexicain de l'Environnement.

### Suivi de atelier

Le président du CCPM invite l'un des coordonnateurs de l'atelier, un membre du CCPM, à en exposer sommairement les conclusions. Celui-ci souligne tout d'abord la valeur des exposés ainsi que les travaux importants que la CCE réalise au sujet des énergies renouvelables. Il déclare par ailleurs important de prendre des mesures immédiates en commençant par fixer des objectifs à court, à moyen et à long terme en vue d'adopter les solutions de remplacement qu'offrent les énergies renouvelables en Amérique du Nord. Il mentionne également la valeur d'un soutien gouvernemental, notamment les stimulants financiers et les campagnes de sensibilisation du public, l'établissement de relations entre les entreprises privées et les collectivités locales en vue de mettre sur pied des projets de production d'électricité à partir d'énergie renouvelable, et l'aide des ONG à des fins éducatives.

### Discussion sur un avis éventuel du CCPM au Conseil concernant les énergies renouvelables

Le président du CCPM invite l'assistance à formuler des observations.

- Un membre de l'assistance est d'avis que les ONG jouent un rôle prépondérant dans la promotion des techniques d'exploitation des énergies renouvelables, dont Pembina qui a collaboré avec la société pour laquelle travaille M. Lambert afin de promouvoir les énergies renouvelables au Canada dans le cadre d'une coalition et de solliciter un

plus grand soutien à leur égard. Cette ONG est également membre de la *Canadian Renewable Energy Alliance* (Alliance canadienne pour les énergies renouvelables), laquelle est train d'élaborer un modèle de stratégie en cette matière qui sera disponible à la fin de l'été. Cette personne estime que l'atelier a permis d'échanger des idées et des approches dans le but de normaliser des mesures et des politiques, notamment des codes et des normes relatives au renouvellement du matériel. Pour ce qui est des politiques telles que les normes relatives aux portefeuilles d'énergies renouvelables et les certificats d'échange de droits pour ces énergies, de l'intégration au réseau, des tarifs d'alimentation et des stratégies qui se sont avérées fructueuses ailleurs, nous pouvons échanger des idées à leur sujet et promouvoir leur application. Nous pourrions également travailler de concert à l'élaboration de critères écologiques pour le biocarburant.

- Un autre membre de l'assistance qui a participé aux trois discussions en groupe estime que la solution qui offre les meilleurs débouchés, du moins pour le Mexique, est de produire des biocarburants notamment du biodiesel. Il est facile d'en produire en recourant à diverses sources et, surtout, parce qu'en raison de l'augmentation de la pollution, la société mexicaine est maintenant prête à adopter une culture centrée sur les énergies renouvelables. Il faudrait faire plus activement valoir l'utilité de tels ateliers dans l'ensemble du Mexique si l'on veut être moins ou plus du tout dépendant des combustibles fossiles.
- Tout le monde affirme qu'il faut promouvoir ces nouvelles entreprises, mais dès qu'on en lance une, on se rend compte que cela suscite une plus grande controverse que l'on pensait. L'une des principales raisons sont les différends que peuvent susciter l'utilisation des terres, la protection de la biodiversité et l'acceptation par la société immédiate. Donc, pour aider l'industrie, le CCPM pourrait s'employer (en contribuant peut-être à un processus plus large au sein de la CCE) à renforcer la crédibilité de l'industrie en mettant de l'avant des principes et des critères écologiques. En dehors de nos trois pays, il existe de nombreuses questions qui soulèvent la controverse, dont la production d'aliments par rapport à celle de carburant, les problèmes relatifs à la biodiversité en Asie du Sud-Est et les différends par rapport à l'utilisation des terres. Ces questions entravant la percée de l'industrie, il serait utile de déterminer ce qui est écologique à la lumière de principes et de critères visant à préserver à long terme les espèces sauvages et les écosystèmes.
- Le recours aux énergies renouvelables fait partie d'un processus évolutif qui se fonde sur un principe élémentaire, à savoir d'offrir un meilleur environnement aux générations à venir. Comparativement au Canada et aux États-Unis, la promotion de tels projets au Mexique est encore à l'état embryonnaire. Pour que leur mise en œuvre dans ce pays soit fructueuse, il faut y développer la technologie et ne pas seulement la vendre. Par ailleurs, il faudrait entreprendre une réforme législative pour faciliter les investissements du gouvernement en plus de ceux du secteur privé.

### **Discussion sur les priorités du CCPM**

Le président invite les autres membres à se joindre à la discussion sur les priorités que devrait se fixer le CCPM. L'un des membres du comité souligne que plusieurs représentants de peuples autochtones des trois pays assistent à la réunion, et qu'il s'est

entretenu la veille avec la plupart d'entre eux afin de connaître leur opinion sur le renforcement de leur participation aux activités de la CCE. Il soutient qu'il s'agit d'un sujet très important pour le CCPM et qu'il s'avère pertinent de solliciter leur point de vue ainsi que celui d'autres personnes qui connaissent les groupes autochtones.

### **Principaux points soulevés par les représentants de peuples autochtones :**

- Un membre de l'assistance qui travaille au sein de collectivités autochtones du nord du Québec offre au CCPM et à la CCE, au nom de ces collectivités, de fournir des avis et de l'aide pour que la participation des peuples autochtones aux activités de la CCE soit plus forte. Il déclare : « Nous avons quelques suggestions quant aux questions qu'il faudrait faire progresser. Les questions qui touchent les autochtones dans les trois pays sont très complexes et je pense que certaines questions importantes en matière de renforcement des capacités doivent être abordées au sein de la CCE afin de les analyser adéquatement; mais il faudrait également susciter un échange entre les pays pour donner une plus vaste perspective géographique au genre de questions qu'il faut régler. La CCE ne pouvant fonctionner de façon isolée, les gouvernements doivent jouer un rôle et cela donne l'occasion au CCPM de s'adresser au Conseil afin de savoir ce que ses membres pensent de la participation des peuples autochtones, et ce qu'ils peuvent faire de leur côté pour faire progresser le renforcement des capacités en vue de mobiliser les autochtones intéressés des trois pays. Je pense que ces questions ne se régleront pas rapidement car il s'agit d'un processus progressif, mais nous devrions trouver le moyen de les réexaminer périodiquement en s'appuyant sur le programme de la CCE. Nous pouvons également contribuer à la création de réseaux et trouver des personnes qui sont prêtes à investir du temps et de l'énergie dans cette démarche. Toutefois, celles-ci ne participeront que si elles ont le sentiment d'être écoutées. Il s'agit d'une voie à double sens et il ne faut pas perdre ça de vue à mesure que l'on avance.
- Un membre de la Première nation Mistawasis, qui réside dans le nord de Saskatoon, au Canada, remercie le CCPM de s'intéresser en permanence à renforcer la participation de représentants autochtones aux activités de la CCE. Il déclare qu'il y a beaucoup de travail à accomplir dans les trois pays si l'on veut faire réagir les collectivités autochtones. À son avis, il ne faudrait pas entreprendre des activités à court terme, mais leur donner un caractère permanent dans le cadre de projets à long terme menés en étroite collaboration avec les dirigeants des collectivités. Il soutient qu'au Canada la plupart des décisions environnementales concernant les collectivités éloignées et isolées sont prises par des personnes qui vivent dans le sud du pays, sans que les collectivités visées puissent exprimer leur point de vue. « Cela doit changer si nous voulons réussir. Pour ce qui est de l'atelier tenu la veille, nous devons continuer de promouvoir les énergies renouvelables telle que l'énergie éolienne malgré la résistance qu'elles suscitent. À la fin d'une journée, lorsque l'on se met à regarder les dommages que cause dans l'atmosphère le brûlage de combustible fossile, est-ce qu'il est si terrible que ça de voir une éolienne dans le paysage? C'est garanti que, dans cinq ans, presque tout le monde y sera habitué. Les gens résistent toujours au changement, et peu importe ce que l'on propose, que ce soit sous la terre ou hors de la vue, on continuera de rencontrer de l'opposition. »

- Un représentant autochtone du Mexique, qui a déjà été membre du CCPM, estime important de faire participer les collectivités autochtones aux efforts visant à viabiliser la société. « Les connaissances traditionnelles de nos nations ainsi que notre relation étroite avec la nature et l'environnement constituent de précieux atouts. Le renforcement des capacités est un élément important pour arriver à instaurer une telle viabilité, et cela permettra à nos sociétés de prendre les bonnes décisions. Je suggère au CCPM, au Conseil et à la CCE d'engager un représentant autochtone au sein du Secrétariat de la CCE tel que le recommande l'avis du CCPM n° 04-01. Ce représentant pourrait travailler en étroite collaboration avec chaque gestionnaire de programme afin de tenir compte, dans chaque projet, des connaissances traditionnelles dans le domaine de l'environnement. » Il indique également que l'*Instituto Nacional Indigenista* (Institut national autochtone) compile les connaissances traditionnelles depuis les vingt dernières années, et cette activité pourrait être facilement entreprise au Canada et aux États-Unis en vue d'établir un répertoire nord-américain de ces connaissances.

Le président du CCPM remercie le public, les membres, le personnel de la CCE et les interprètes et lève la séance.

**Approuvé par les membres du CCPM  
en décembre 2006**





**Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord**

**XIIIe session ordinaire du Conseil  
et réunions du Comité consultatif public mixte**

**les 27 et 28 juin 2006**

**Hotel Hyatt Dulles**  
2300 Dulles Corner Blvd.,  
Herndon, Virginia, USA  
Tel.: 703 713 1234 Fax: 703 713 3410  
<http://dulles.hyatt.com/hyatt/hotels/index.jsp>

**Andrew W. Mellon Auditorium**  
1301 Constitution Avenue  
Washington DC

**Ordre du jour préliminaire des activités publiques**

**Le mardi 27 juin 2006**

**Hotel Hyatt Dulles**

**8:00–9:00**      **Inscription des participants**

**9:00–16:45**      **Atelier public du CCPM – "Les solutions de rechange qu'offrent les énergies renouvelables : les biocarburants et les énergies solaire et éolienne" – Concord Ballroom B, C & D**

9:00–9:15      Mot de bienvenue du président du CCPM pour 2006, M. Carlos Sandoval

9:15–10:15      Exposés par des représentants du Canada, du Mexique et des États-Unis, sur "Les solutions de rechange qu'offrent les énergies renouvelables : les biocarburants et les énergies solaire et éolienne"

**Experts invités :**

**Ing. Odon de Buen** – Président de "*Energía, Tecnología y Educación, S.C.*"

**Mme Carmen Becerril** - directrice générale du développement corporatif de "*Acciona Energía*"

**M. Jim Presswood** – Porte-parole Énergie, "*Natural Resources Defense Council*"

**M. Matt Clouse** – Directeur, "*US EPA Green Power Partnership*"

**10:15-10:30 Pause**

10:30–11:30 Exposés par des représentants du Canada, du Mexique et des États-Unis, sur "Les solutions de rechange qu'offrent les énergies renouvelables : les biocarburants et les énergies solaire et éolienne" (Cont...)

**Dr. Martin J. Pasqualetti** – Professeur, Université de l'État d'Arizona

**Mme Barbara Bramble** - Conseillère principale, "*National Wildlife Federation*"

**Dr. Jorge Huacuz** – Directeur, Énergies non conventionnelles, "*Instituto de Investigaciones Eléctricas*" (à confirmer)

**M. Gordon Lambert** - Vice-président, Développement durable, "*Suncor Energy Inc.*"

11:30-12:30 Période de questions et de réponses

**12:30–13:30 Dîner [fourni]**

13:30–15:00 Séances de travail :

- Les biocarburants – modérateur : Irene Henriques
- Énergie solaire – modérateur : Patricia Clarey
- Énergie éolienne – modérateur : Eduardo Rincón

**15 :00–15:15 Pause**

15:15–16:30 Discussion générale sur les séances de travail

**16:30–17:15 Séance de réseautage pour le public – *Concord Ballroom B, C & D***

Les membres du public sont invités à se réunir et à échanger leurs vues sur des questions relatives à l'environnement en Amérique du Nord. Les membres du CCPM assisteront à cette séance à titre d'observateurs. Les participants nommeront un président qui sera chargé d'exposer les conclusions de cette séance au cours de la partie publique de la session ordinaire du Conseil du 28 juin.

**19:00-21:00 Réception de bienvenue – "National Museum of the American Indian"**  
(Fourth Street & Independence Ave., S.W.)\*

- Mot de bienvenue de l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, M. Stephen L. Johnson
- Mot de bienvenue du ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique, M. José Luis Luege Tamargo
- Mot de bienvenue de la ministre de l'Environnement du Canada, Mme Rona Ambrose
- Mot de bienvenue du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Claude Bécharde
- Mot de bienvenue du ministre des Relations internationale et intergouvernementale de l'Alberta, M. Gary Mar

**Andrew W. Mellon Auditorium**

**9:00-9:35**      **Ouverture officielle de la XIII<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil** – *Andrew W. Mellon Auditorium* \*

- Mot d’ouverture de l’administrateur de l’Agence de protection de l’environnement des États-Unis, M. Stephen L. Johnson
- Observations du ministre de l’Environnement et des Ressources naturelles du Mexique, M. José Luis Luege Tamargo
- Observations de la ministre de l’Environnement du Canada, Mme Rona Ambrose
- Observations du ministre du Développement durable, de l’Environnement et des Parcs, M. Claude Béchar
- Observations du ministre des Relations internationale et intergouvernementale de l’Alberta, M. Gary Mar
- Observations du président du CCPM, M. Carlos Sandoval
- Comte rendu des réalisations de la CCE par son directeur exécutif, M. William Kennedy

**9:35-9:45**      **Pause**

**9:45-12:00**      **Session ordinaire du CCPM n<sup>o</sup> 06-02 (le public y assiste à titre d’observateur)** – *Andrew W. Mellon Auditorium* \*

- 9:30 – 9:40      Aperçu de l’ordre du jour provisoire, par le président du CCPM, M. Carlos Sandoval, et adoption de sa version finale
- 9:40 – 9:55      Compte rendu des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux
- 9:55 – 10:15      Suivi de l’atelier et de la séance de travail
- 10:15 – 10:45      Discussion, entre les membres du CCPM, sur la formulation d’un avis éventuel au Conseil
- 10:45 – 11:15      Discussion sur les priorités du CCPM
- 11:15 – 12:00      Commentaires des observateurs

**12:00-13 :30**      **Exposé de la CCE : « Les énergies renouvelables en Amérique du Nord – Initiatives de la CCE »**

**13:30-14:30**      **Dîner [fourni]**

**14:30-16:00**      **Partie publique de la session ordinaire du Conseil**

- Description du déroulement de la séance par le président du CCPM, M. Carlos Sandoval

- Compte rendu des conclusions de l'atelier public et de la session ordinaire du CCPM ainsi que de celles de la séance de réseautage pour le public
- Exposés par des orateurs choisis à l'avance
- Observations des membres du Conseil

**16:00**

**Clôture de la session**

Liste des participants – List of Participants - Lista de participantes

XIIIe Session ordinaire du Conseil, 27-28 juin 2006 – Washington DC  
Decimotercera Sesión Ordinaria del Consejo, 27-28 de junio de 2006 – Washington DC  
DC Thirteenth Regular Session of the Council, 27-28 June 2006 – Washington DC

**1. Alanis-Ortega, Gustavo**

Presidente  
Centro Mexicano de Derecho Ambiental  
CEMDA  
Atlixco138, Col. Condesa  
México, D.F. 06140  
México  
Tel: 52 555 211 2457  
Fax: 52 555 211 2593  
Email: galanis@cemda.org.mx

**2. Almodovar, Lisa**

US - Mexico Program Coordinator  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6401  
Fax: 202 565 2412  
Email: almodovar.lisa@epa.gov

**3. Alvarez Castillo, Alberto**

Profesor - Investigador  
Instituto Tecnológico de Zacatepec  
Calzada Tecnológico 27  
Zacatepec, Morelos 62780  
México  
Tel: 52 734 343 1394 x 256  
Fax: 52 734 343 4141  
Email: nuabli@lycos.com

**4. Ambrose, Rona**

Minister of the Environment  
Environment Canada  
10 Wellington St, 28th Floor  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 997 1441  
Fax: 819 953 2742

**5. Amezcua Orellana, Cintia**

Subdirectora de Aspectos Económicos  
SEMARNAT  
Blvd. Adolfo Ruíz Contínes No. 4209 Piso 1  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D.F. 14210  
México  
Tel: 52 555 628 0600  
Fax: 52 555 628 0694  
Email: cintia.amezcua@semarnat.gob.mx

**6. Ardavin Ituarte, José Ramón**

Subsecretario de Fomento y Normatividad  
Ambiental  
SEMARNAT  
Blvd. Adolfo Ruiz Cortinez, No. 4209 - Piso 5  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D.F. 14210  
México  
Tel: 52 555 628 0610  
Fax: 52 555 628 0656  
Email: ramon.ardavin@semarnat.gob.mx

**7. Armendariz Muñoz, Rosa María**

Presidenta Region Centro del CCDS  
Confederación Nacional Campesina de Indígenas  
y Productores Rurales A.C.  
Puebla 302 Desp. 601 Col. Roma  
México, D.F. 06700  
México  
Tel: 52 555 525 7836  
Fax: 52 555 534 4826  
Email: cncinpro\_ac@yahoo.com.mx

**8. Auer, Charles**

Director  
U.S. EPA - Office of Pollution Prevention  
and Toxics  
1201 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 3810  
Fax: 202 564 0529  
Email: auer.charles@epa.gov

**9. Ayres, Judith E.**

Assistant Administrator  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 2778  
Fax: 202 565 2407  
Email: huffman.linda@epa.gov

**10. Barroso, Guillermo**

Presidente  
PRONATURA, A.C.  
Sierra Nevada 755, Lomas de Chapultepec  
México, D.F. 11000  
México  
Tel: 52 555 202 8155  
Fax: 52 555 520 5412  
Email: gbarroso@ciapapeleraelfenix.com

**11. Bastida-Muñoz, Mindahi Crescencio**

Presidente  
Consejo Mexicano para el Desarrollo Sustentable  
Lázaro Cárdenas Norte No. 125  
San Pedro Tultepec  
Lerma, Estado de México 52030  
México  
Tel: 52 728 282 0469  
Fax: 52 728 282 0469  
Email: mindahib@yahoo.com.mx

**12. Basurto, Daniel**

Presidente de la Comisión de Ecología  
CONCAMIN  
Homerito 1804-602 Col. Polanco  
México, D.F. 11570  
México  
Tel: 52 555 395 1085  
Fax: 52 555 395 1540  
Email: dbasurto@lexcorp.com.mx

**13. Bearden, Janet**

Associate Director  
U.S. EPA - International Compliance Assurance  
Division  
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2254A  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6245  
Fax: 202 564 0073  
Email: bearden.janet@epa.gov

**14. Becerril Martínez, Maria del Carmen**

Directora General Area Desarrollo Corporativo  
ACCIONA, S.A.  
Avda. De Europa,  
18 Parque Empresarial La Moraleja  
Alcobendas, Madrid 20108  
España  
Tel: 34 916 63 27 76  
Fax: 34 916 63 29 29  
Email: mbecerri@acciona.es

**15. Belleau, Helene**

First Secretary - Environment and Fisheries  
Embassy of Canada  
501 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20001  
United States  
Tel: 202 448 6514  
Fax: 202 682 7792  
Email: helene.belleau@international.gc.ca

**16. Biegelson, Jessica**

Environment Protection Specialist  
U.S. EPA - Waste Office  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 703 308 0026  
Fax: 703 308 8686  
Email: biegeelson.jessica@epa.gov

**17. Bourget, Elizabeth**

Secretary U.S. Section  
International Joint Commission  
1250 23rd Street NW Suite 100  
Washington, D.C. 20440  
United States  
Tel: 202 736 9008  
Fax: 202 647 0746  
Email: bourgetl@washington.ijc.org

**18. Bowman, Peter**

International Trade Specialist  
U.S. Dept. of Commerce  
14th & Constitution Ave. HCHB Room 3024  
Washington, D.C. 20230  
United States  
Tel: 202 482 8356  
Fax: 202 482 5865  
Email: peter\_bowman@ita.doc.gov

**19. Bramble, Barbara**

Sr. Advisor, International Affairs  
National Wildlife Federation  
1400 16th St. NW # 501  
Washington, D.C. 20036  
United States  
Tel: 202 797 6601  
Fax: 202 797 5486  
Email: bramble@nwf.org

**20. Breceda Lapeyre, Miguel**

Coordinador Académico  
Universidad Autónoma de la Ciudad de México  
UNAM  
División del Norte #906, Exq. Eje 5 Sur  
(Eugenia), 6to Piso. Col. Narvarte Poniente  
México, D.F. 03020  
México  
Tel: 52 555 107 0280  
Email: mibreceda@energiuacm.org.mx

**21. Brevé, Daniel**

Public Participation Coordinator  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4345  
Email: dbreve@cec.org

**22. Brown, Jeremy**

Consultant  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: jbrown@cec.org

**23. Brown, Geraldine**

Program Analyst  
U.S. EPA - Office of Cooperative Environmental  
Management  
655 15th Street NW, Suite 800  
Washington, D.C. 20005  
United States  
Tel: 202 233 0063  
Email: brown.geraldine@epa.gov

**24. Bulleit, Kristy**

Partner  
Hunton & Williams  
1900 K Street NW  
Washington, D.C. 20006  
United States  
Tel: 202 955 1547  
Fax: 202 778 2201  
Email: kbulleit@hunton.com

**25. Bulás Montoro, José Manuel**

Titular de la Unidad Coordinadora de Asuntos  
Internacionales  
SEMARNAT  
Blvd. Adolfo Ruíz Cortines No. 4209 1er piso  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D.F. 14210  
México  
Tel: 52 555 628 3906  
Fax: 52 555 628 0694  
Email: jbulas@semarnat.gob.mx

**26. Béchard, Claude**

Ministre  
Ministère du Développement durable,  
de l'Environnement et des Parcs  
Edifice Marie-Guyart  
675 René-Levesque Est 30e étage  
Quebec, Quebec G1R 5V7  
Canada  
Tel: 418 521 3911  
Fax: 418 643 4143  
Email: claud.bechard@mddep.gouv.qc.ca

**27. Carpentier, Chantal Line**

Head, Environment, Economy and Trade  
Program  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: clcarpentier@cec.org

**28. Carrillo, Esther María**

Assistant to the Environment, Economy  
and Trade Program  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: emcarrillo@cec.org

**29. Carrillo, Oscar**

NAC / GAC Designated Federal Officer  
U.S. EPA - Office of the Administrator  
Suite 800 MC 1601E 655 15th St. NW  
Washington, D.C. 20005  
United States  
Tel: 202 233 0072  
Fax: 202 233 0070  
Email: carrillo.oscar@epa.gov



**30. Carter-Whitney, Maureen**

Research Director  
Canadian Institute for Environmental Law and  
Policy - CIELAP  
130 Spadina Ave. Suite 305  
Toronto, Ontario M5V 2L4  
Canada  
Tel: 416 923 3529  
Fax: 416 923 5949  
Email: research@cielap.org

**31. Chanon, Keith**

Program Manager, Pollutants and Health  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: kchanon@cec.org

**32. Chawrun, Carol**

Director of Communications - Ministry of  
International and Intergovernmental Relations  
Government of Alberta  
12 Floor Commerce Place  
Edmonton, Alberta T5J 4G8  
Canada  
Tel: 780 423 6654  
Fax: 780 423 6654  
Email: carol.chawrun@gov.ab.ca

**33. Christensen, Randy**

Staff Lawyer  
Sierra Legal Defence Fund  
131 Water Street, suite 214  
Vancouver, British Columbia V6B 4M3  
Canada  
Tel: 604 685 5618  
Fax: 604 685 7813  
Email: rchristensen@sierralegal.org

**34. Clarey, Patricia**

JPAC Member  
Health Net of California  
21281 Burbank Blvd, 3rd Floor  
Woodland Hills, California 91367  
United States  
Tel: 818 676 5394  
Email: patricia.t.clarey@healthnet.com

**35. Clause, Matt**

Director  
U.S. EPA Green Power Partnership  
1200 12 Street NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 343 9004  
Fax: 202 343 2208  
Email: clouse.matt@epa.gov

**36. Clifford, Jerry**

Deputy Assistant Administrator  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1300 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 6600  
Fax: 202 565 2407  
Email: clifford.jerry@epa.gov

**37. Collette, Chip**

Senior Assistant General Counsel  
United States - GAC  
Florida Dept. of Environmental Protection 3900  
Commonwealth Blvd. M.S. 35  
Tallahassee, Florida 32399-3000  
United States  
Tel: 850 245 2220  
Fax: 850 245 2297  
Email: chip.collette@dep.state.fl.us

**38. Corado, Ana**

Environmental Engineer  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 0140  
Fax: 202 564 8251  
Email: corado.ana@epa.gov

**39. Coronado, Iresema**

Ph.D. Associate Professor  
Chair Dept. of Political Science  
University of Texas at El Paso  
500 W. University Blvd.  
El Paso, Texas 79968  
United States  
Tel: 915 747 7980  
Fax: 915 747 6616  
Email: icoronado@utep.edu

**40. Correa Sandoval, Adriana Nelly**

JPAC Member  
Centro de Calidad Ambiental  
ITESM Campus Monterrey  
Av. Eugenio Garza Sada No. 2501 Sur  
Monterrey, Nuevo León 64849  
México  
Tel: 52 818 328 4032  
Fax: 52 818 359 6280  
Email: ancs@itesm.mx

**41. Corte González, Bertha Carmen**

Coordinadora Ejecutiva  
PNUD - SEMARNAT  
Av. San Jerónimo 458 3er Piso  
México, D.F.  
México  
Tel: 52 555 490 2133  
Email: bertha.corte@semarnat.gob.mx

**42. Cortés García Lozano, María Esther**

Directora Programa Tóxicos y Salud Ambiental  
Colectivo Ecologista Jalisco, A.C.  
Ley 2985 - 1 Residencial Juan Manuel  
Guadalajara, Jalisco 44680  
México  
Tel: 52 333 615 0948  
Fax: 52 333 615 0948  
Email: maite@cej.org.mx

**43. Cotter, Patrick**

International Affairs Specialist  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1300 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 6414  
Fax: 202 565 2409  
Email: cotter.patrick@epa.gov

**44. Cough, Paul**

Director, Office of International  
Environmental Policy  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1300 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 6459  
Email: cough.paul@epa.gov

**45. Crain, Ian**

CEC Senior Advisor for Environmental  
Information  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: icrain@cec.org

**46. Cruden, John**

Deputy Assistant Attorney General  
Dept. of Justice  
Env. & National Resources Division  
950 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20530  
United States  
Tel: 202 514 2718  
Fax: 202 514 0557  
Email: john.cruden@usdoj.gov

**47. D'Astous, Pascal**

Attaché de presse  
Ministère du Développement durable,  
de l'Environnement et des Parcs  
Edifice Marie-Guyart  
675 René-Levesque Est 30e étage  
Quebec, Quebec G1R 5V7  
Canada  
Tel: 418 521 3911  
Fax: 418 643 4143  
Email: pascal.dastous@mddep.gouv.qc.ca

**48. Damo, Eno**

Advisor- Ministry of International and  
Intergovernmental Relations  
Government of Alberta  
#320 Legislature Building, 10800 - 97 Ave.  
Edmonton, Alberta T5K 2B6  
Canada

**49. Daoust, Nathalie**

Council Secretary  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: ndaoust@cec.org

**50. De Buen, Bertha Helena**

Directora General Adjunta  
Participación Social, Etnia y Género  
SEMARNAT  
Blvd. Adolfo Ruíz Cortínes 4209 - Piso 6  
México, D.F. 14050  
México  
Tel: 52 555 490 0920  
Email: helena.debuen@semarnat.gob.mx

**51. De Buen, Odón**

Presidente  
Energía , Tecnología y Educación., S.C.  
Puente Xoco No. 39, Col. Xoco  
México, D.F. 03330  
México  
Tel: 52 555 601 5339  
Fax: 52 555 688 2857  
Email: demofilo@prodigy.net.mx

**52. Delgadillo, Eduardo**

Administrator  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: asilvaroli@cec.org

**53. Desai, Dinkerrai**

JPAC Member  
U. S. Army Material Command  
Directorate of Public Works, Bldg 173  
Fort Monmouth, New Jersey 07703  
United States  
Tel: 732 532 1475  
Fax: 732 532 6263  
Email:  
dinkerrai.desai@mail1.monmouth.army.mil

**54. Domínguez Cortés, Adriana**

Reportera Investigadora  
ABC Noticias  
Basilio Badillo #40 Col.Tabacalera 3er Piso  
Del. Cuauhtemoc  
México, D.F. 06030  
México  
Tel: 52 555 228 9977  
Email: adrianadominguez@yahoo.com.mx

**55. Dos Santos, Plácido**

Border Environmental Manager  
United States - GAC  
400 W. Congress, Suite 433  
Tucson, Arizona 85701  
United States  
Tel: 520 628 6744  
Fax: 520 770 3540  
Email: pds@azdeq.gov

**56. Dugas, Gail**

Vice President Public Affairs  
Canadian Council on Social Development  
190 O'Connor  
Ottawa, Ontario K2P 2R3  
Canada  
Tel: 613 236 5868  
Fax:  
Email: dugas@ccsd.ca

**57. Dépôt, Jean Guy**

JPAC Member  
l'Association des propriétaires  
riverains du Lac Bowker  
20, chemin du Lynx, Lac Bowker  
Orford, Quebec J1X 6V7  
Canada  
Tel: 450 532 4684  
Fax: 450 532 4684  
Email: lacbowker@cooptel.qc.ca

**58. Edwards, Scott**

Legal Director  
Waterkeeper Alliance  
50 S. Buckhout, Suite 302  
Irvington, New York 10533  
United States  
Tel: 914 674 0822  
Fax: 914 674 4550  
Email: sedwards@waterkeeper.org

**59. Elhadj, Malika**

Communications Assistant  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: melhadj@cec.org

**60. Elvira Quesada, Juan Rafael**  
Subprocurador de Inspección Industrial  
PROFEPA  
Camino al Ajusco 200  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D. F. 14210  
México  
Tel: 52 555 449 6350  
Fax: 52 555 615 2000  
Email: jelvira@profepa.gob.mx

**61. English, Elizabethann**  
Foreign Affairs Specialist  
NOAA Fisheries  
1315 East West Highway  
Silver Springs, Maryland 20910  
United States  
Tel: 301 713 2276  
Fax: 301 713 9106  
Email: liz.english@noaa.gov

**62. Enkerlin Hoeflich, Ernesto**  
Presidente  
Comisión Nacional de  
Áreas Naturales Protegidas  
Camino al Ajusco 200 Piso 3,  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D.F. 14210  
México  
Tel: 52 555 449 7017  
Fax: 52 555 449 7025  
Email: enkerlin@conanp.gob.mx

**63. Ferguson, Kimberley**  
Legal Officer  
Dept. Of Foreign Affairs and International Trade  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario K1A 0G2  
Canada  
Tel: 613 992 1990  
Fax: 613 992 6483  
Email: kimberley.ferguson@international.gc.ca

**64. Fernandez, Luis**  
International Affairs Specialist  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2650R  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6429  
Fax: 202 565 2412  
Email: fernandez.luis@epa.gov

**65. Fernandez, Jonathan**  
Dept. of Energy  
950 L'enfant Plaza  
Washington, D.C.  
United States

**66. Ferron-Tripp, Spencer**  
Media and Outreach Officer  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: sftripp@cec.org

**67. Fidler, Joan**  
Director, Office of W. Hemisphere and Bilateral  
Affairs  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6611  
Fax: 202 564 2412  
Email: fidler.joan@epa.gov

**68. Flores, Daniel**  
Acting Associate Deputy General Counsel  
U.S. EPA - Office of General Counsel  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 0838  
Fax: 202 564 5412  
Email: flores.daniel@epa.gov

**69. Frasso, Kathryn**  
Policy Advisor  
U.S. EPA - Office of Prevention, Pesticides and  
Toxics Substances  
1201 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 0193  
Fax: 202 564 0529  
Email: frasso.kathryn@epa.gov

**70. Gardner, Jane**

JPAC Member  
Remediation Programs  
Corporate Environmental Programs  
General Electric Company  
3135 Easton Turnpike  
Fairfield, Connecticut 06431  
United States  
Tel: 203 373 2932  
Fax: 203 373 2683  
Email: Jane.gardner@corporate.ge.com

**71. Garver, Geoffrey**

Director, Submissions on  
Enforcement Matters Unit  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: dmillan@cec.org

**72. Ghengalur, Somadeepti**

Director, Federal Policy  
Eastman Kodak Co.  
1250 M Street NW Suite 800  
Washington, D.C. 20005  
United States  
Tel: 202 857 3460  
Fax: 202 857 3401  
Email: somadeepti.chengalur@kodak.com

**73. Gim Nogales, Juan Francisco**

Ingeniero  
Alamos 6  
Hermosillo, Sonora 83210  
México  
Tel: 52 662 218 4100  
Email: juan@newtechmachinery.

**74. Glover, Paul**

Director General  
Health Canada  
269 Laurier Avenue W  
Ottawa, Ontario K1A 0K9  
Canada  
Email: paul\_glover@hc-sc.gc.ca

**75. González Viadas, Eduardo**

Director General y Conductor  
Planeta Azul  
Paseo de la Reforma 23-A 3er Piso Col.  
Tabacalera  
México, D.F. 06040  
México  
Tel: 52 555 228 8909  
Fax: 52 555 228 8908  
Email: eviadas@hotmail.com

**76. Grimaldi de Leon, Federico**

Gerente Ecología  
Camara Nacional de la Industria de Aceites,  
Grasas, Jabones y Detergentes  
Cordoba No. 10 Col. Roma  
México, D.F. 06700  
México  
Tel: 52 555 511 5263  
Fax: 52 555 511 9218  
Email: cniagj@prodigy.net.mx

**77. Guerrero, Hernando**

Director  
Commission for Environmental Cooperation  
Mexico Liaison Office  
Progreso No. 3  
Viveros de Coyoacán  
México, DF 04110  
México  
Tel: 011 52 555 659 5021  
Fax: 011 52 555 659 5023  
Email: shernandez@cec.org

**78. Gutiérrez Moreno, Fernando**

Director  
Instituto para la Protección Ambiental  
de Nuevo León A. C.  
AV. Parque Fundidora # 501 Primer Nivel  
Local # 95-C Edificio Cintermex.  
Col. Obrera  
Monterrey, Nuevo León 64010  
México  
Tel: 52 81 8 369 0252  
Fax: 52 818 259 9788  
Email: fgmipa@prodigy.net.mx

**79. Gómez, Yamirka**

Assistant to the Council Secretary  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: ygomez@cec.org

**80. Haggarty, Shannon**

Director of Communications and  
Senior Advisor to Minister  
Environment Canada  
10 Wellington Street  
Ottawa, Ontario K1A 0G2  
Canada  
Tel: 819 997 1441  
Fax: 819 997 2742  
Email: shannon.haggarty@ec.gc.ca

**81. Harris, Dona**

Senior Program Analyst  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6633  
Email: harris.dona@epa.gov

**82. Harris, Nancy**

Acting Deputy Director Americas Directorate  
Environment Canada  
10 Wellington Street, 4th Floor  
Ottawa, Ontario K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 934 5188  
Fax: 819 994 6787  
Email: nancy.harris@ec.gc.ca

**83. Hazen, Susan B.**

Acting Assistant Administrator and Principal  
Deputy Assistant Administrator  
U.S. EPA - Office of Prevention,  
Pesticides and Toxics Substances  
1201 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 2902  
Fax: 202 564 0529  
Email: hazen.susan@epa.gov

**84. Hellem, Steven**

Executive Director  
Suppliers Partnership for the Environment  
1155 15th Street NW Suite 500  
Washington, D.C. 20005  
United States  
Tel: 202 530 0096  
Fax: 202 530 0659  
Email: shellem@navista.net

**85. Henriques, Irene**

JPAC Member  
York University  
4700 Keele Street  
Toronto, Ontario M3J 1P3  
Canada  
Tel: 416 736 5068  
Fax: 416 736 5687  
Email: ihenriqu@schulich.yorku.ca

**86. Hernández Balderas, María Guadalupe**

Licenciada en Derecho  
Consejo Coordinador Empresarial de Irapuato  
Av. Guerrero esq. Cedro 1er Piso  
Col. Jardines de Irapuato  
Irapuato, Guanajuato 36660  
México  
Tel: 52 462 635 0940  
Fax: 52 462 635 0940  
Email: ccei\_ira@terra.com.mx

**87. Herrmann, Hans**

Head, Conservation and Biodiversity Program  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: hherrman@cec.org

**88. Hillard, Jennifer**

Research Director  
Consumer Interest Alliance  
687 Strathcona St.  
Winnipeg, Manitoba R3G 3E9  
Canada  
Tel: 204 772 5996  
Email: jhillard@mts.net

**89. Hinga, Kenneth**

International Relations Advisor  
U.S. Dept. of Agriculture  
1400 Independence Ave. SW  
Washington, D.C. 20250  
United States  
Tel: 202 720 9836  
Fax: 202 690 1841  
Email: kenneth.hinga@fas.usda.gov

**90. Hoes, Patricia**

Manger  
Health Canada - Safe Environment's Program  
269 Laurier Avenue W, 5th Floor Suite 5-067  
Ottawa, Ontario K1A 0K9  
Canada  
Tel: 613 941 8071  
Email: patricia\_hoes@hc-sc.gc.ca

**91. Hunt, Paul**

Canadian NAC Member  
Canadian National Advisory Committee  
10202 Juser Ave. Suite 1560  
Edmonton, Alberta T5J 3X6  
Canada  
Tel: 780 408 4582  
Fax: 780 408 4585  
Email: phunt@climatechangecentral.com

**92. Jagou, Stéphanie**

Consultante, environnement et  
developpement durable  
4871 ave. de l'Hôtel de Ville  
Montreal, Quebec H2T 2B5  
Canada  
Tel: 514 743 8749  
Email: stephanie.jagou@unisfera.org

**93. Johnson, Stephen L.**

Administrator  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6601  
Fax: 202 565 2407

**94. Johnson, Sigi**

Head Environment and Fisheries  
Dept. Of Foreign Affairs and  
International Trade  
111 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario K1A 0G2  
Canada  
Email: sigi.johnson@international.gc.ca

**95. Jones, Marshall**

Deputy Director  
U.S. Fish and Wildlife Service  
1849 C Street, N.W., Room 3256  
Washington, D.C. 20240  
United States  
Tel: 202 208 4717  
Fax: 202 208 6965  
Email: marshall\_jones@fws.gov

**96. Joyce, Mark**

Associate Director  
U.S. EPA - Office of Cooperative  
Environmental Management  
Suite 800 MC 1601E 655 15th St. NW  
Washington, D.C. 20005  
United States  
Tel: 202 233 0068  
Fax: 202 233 0060  
Email: joyce.mark@epa.gov

**97. Kanipe, Elisia**

U.S. EPA  
4107 Connecticut Ave. NW Apt 7  
Washington, D.C. 20008  
United States  
Tel: 202 566 1893  
Fax: 202 566 1908  
Email: kanipe.elisia@epa.gov

**98. Karau, John**

Director  
Environment Canada  
Biodiversity Convention Office  
351 St. Joseph Blvd.  
Place Vincent Massey 9th Floor  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 953 9669  
Fax: 819 953 1765  
Email: john.karau@ec.gc.ca

**99. Kennedy, William**

Executive Director  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: slecuyer@cec.org

**100. King, Jerome**

U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Email: king.jerome@epa.gov

**101. Koerner, Elance**

GNEB - EPA Good Neighbor Board  
655 15th Street NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 233 0069

**102. Laberge, Maude**  
Etudiante - M. Sc.  
942 rue Ste. Genevieve  
Trois-Rivieres, Quebec G9A 3X6  
Canada  
Tel: 819 373 2598  
Fax: 819 373 7892  
Email: maudelaberge@yahoo.ca

**103. Lambert, Gordon**  
JPAC Member  
Suncor Energy Inc.  
PO Box 38, 112 4th Ave. S.W.  
Calgary, Alberta T2P 2V5  
Canada  
Tel: 403 269 8720  
Fax: 403 269 6246  
Email: glambert@suncor.com

**104. Landis, Tony**  
Environmental Protection Specialist  
U.S. EPA  
1300 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 6626  
Fax: 202 565 2411  
Email: landis.tony@epa.gov

**105. Langer, Julia**  
Director Global Threats  
WWF - Canada  
245 Eglinton Ave. East Suite 410  
Toronto, Ontario M4P 3J1  
Canada  
Tel: 416 484 7709  
Fax: 416 489 3611  
Email: jlanger@wwfcanada.org

**106. Lapierre, Louise**  
Conseillère  
Ministère du Développement durable,  
de l'Environnement et des Parcs  
Edifice Marie-Guyart  
675 René-Levesque Est, 6e étage  
Quebec, Quebec G1R 5V7  
Canada  
Tel: 418 521 3828 x 4105  
Fax: 418 644 4920  
Email: louise.lapierre@mddep.gouv.qc.ca

**107. Lee, Linda**  
Administration Support  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: llee@cec.org

**108. Lloyd, Evan**  
Director of Communications  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: elloyd@cec.org

**109. Losos, Michelle**  
Policy Analyst  
Environment Canada  
351 St. Joseph Blvd.  
Place Vincent Massey  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 934 6858  
Fax: 819 934 3535  
Email: michelle.losos@ec.gc.ca

**110. Luege Tamargo, José Luis**  
Secretario de Medio Ambiente y Recursos  
Naturales  
SEMARNAT  
Blvd. Adolfo Ruiz Cortinez, No. 4209 - Piso 6  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D.F. 14210  
México  
Tel: 52 555 628 0602  
Fax: 52 555 628 0643  
Email: csecretario@semarnat/gob.mx

**111. Luken, Gastón**  
JPAC Member  
Consejo Consultativo del Agua, A.C.  
Monte Pelvoux No. 111 Piso 2,  
Col. Lomas de Chapultepec  
México, D.F. 11000  
México  
Tel: 52 555 736 3539  
Fax: 52 555 284 2803  
Email: e.pichardo@aguas.org.mx



**112. Mackay-Alie, Jenna**

Acting Director General Americas Directorate  
Environment Canada  
10 Wellington Street, 4th Floor  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 994 1670  
Fax: 819 997 0199  
Email: Jenna.Mackay-Alie@ec.gc.ca

**113. Mar, Gary**

Minister of International and Intergovernmental  
Relations  
Government of Alberta  
#320 Legislature Building, 10800 - 97 Ave.  
Edmonton, Alberta T5K 2B6  
Canada  
Tel: 780 427 2585  
Fax: 780 422 9023  
Email: gary.mar@gov.ab.ca

**114. Marcelño Flores, Susana María Lorena**

Presidenta  
Consejo Consultivo para el Desarrollo  
Sustentable de la Región Centro Occidente por el  
sector Académico  
Sauce 216 Col. San Jiuan  
Tepic, Nayarit 63130  
México  
Tel: 52 311 211 8816  
Fax: 52 311 211 8816  
Email: smarcel@nayarit.uan.mx

**115. Marquez, Rafael**

JPAC Member  
Texas Commission on Environmental Quality  
2906 Victoria Cove  
Round Rock, Texas 78664  
United States  
Tel: 512 239 5515  
Email: rmarquezesp@aol.com

**116. Marzouk, Evonne**

Environmental Protection Specialist  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2660R  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 7529  
Fax: 202 564 2409  
Email: marzouk.evonne@epa.gov

**117. McCormick, Rachel**

Policy Advisor  
Dept. Of Foreign Affairs and International Trade  
111 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario K1A 0G2  
Canada  
Email: rachel.mccormick@international.gc.ca

**118. McCully, Thomas**

Senior Advisor-International  
U.S. EPA - Office of Water  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6582  
Fax: 202 564 0910  
Email: mccully.tom@epa.gov

**119. McDonald, Patricia**

JPAC Member  
847 E. Wild Rye Drive  
Jackson, Wyoming 83014  
United States  
Tel: 307 734 2758  
Fax: 307 734 2758  
Email: pattyamcdonald@earthlink.net

**120. McGovern, David**

Assistant Deputy Minister  
Environment Canada - International Affairs  
Branch  
10 Wellington Street  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 934 6020  
Fax: 819 953 9412  
Email: david.mcgovern@ec.gc.ca

**121. Medina Aguilar, José Manuel**

Director General Adjunto de Cooperación  
Internacional  
SEMARNAT  
Blvd. Adolfo Ruiz Cortinez, No. 4209 - Piso 1  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D.F. 14210  
México  
Tel: 52 555 628 3908  
Fax: 52 555 628 0694  
Email: manolo.medina@semarnat.gob.mx

**122. Mendoza, Martin**

Executive  
Cámara de la Industria de Transformación de  
Nuevo León - CAINTRA  
Av. Fundidora #501 , Local 95  
Col. Obrera  
Monterrey, Nuevo León 64010  
México  
Tel: 52 818 369 0252  
Fax: 52 818 369 0254  
Email: mmenloz@ipanl.com.mx

**123. Merin, Alejandro**

Vicepresidente  
CONIECO  
Alonso de Villaseca 209  
Col. Independencia  
México, D.F. 03630  
México  
Tel: 52 555 860 0221  
Fax: 52 555 860 1273  
Email: amerin@quimicawimer.com

**124. Mills, Douglas**

Executive Assistant to the  
Minister of International and  
Intergovernmental Relations  
Government of Alberta  
#320 Legislature Building, 10800 - 97 Ave.  
Edmonton, Alberta T5K 2B6  
Canada  
Tel: 780 427 2585  
Fax: 780 422 9023  
Email: douglas.mills@gov.ab.ca

**125. Montes Vargas, José Antonio**

Presidente  
Federación de Cooperativas Pesqueras  
Abasolo 83 - C Col. Centro  
Chipancingo, Guerrero 39000  
México  
Tel: 52 747 499 4672  
Email: montesvargas@latinmail.com

**126. Moorhouse, Emilie**

Atmosphere and Energy  
Sierra Club of Canada  
412 - 1 Nicholas St.  
Ottawa, Ontario K1N 7B7  
Canada  
Tel: 613 241 4611  
Fax: 613 241 2292  
Email: emillem@sierraclub.ca

**127. Morales, Ma. Del Carmen**

Gerente General  
Química Wimer, S.A. de C.V  
Alonso de Villaseca 209 Col. Independencia  
México, D.F. 03630  
México  
Tel: 52 555 860 0203  
Fax: 52 555 860 1273  
Email: mmorales@quimicawimer.com

**128. Morell, Aldo**

Director - Safety, Health & Environment  
DuPont Safety, Health & Environment  
1007 Market Street, D-6088  
Wilmington, Delaware 19898  
United States  
Tel: 302 733 0966  
Fax: 302 774 3140  
Email: aldo.a.morell@usa.dupont.com

**129. Moreno Vega, Luis Arturo**

Coordinador de la Campaña de  
Energía y Cambio Climático  
Greenpeace México  
Vertiz 646 Col. Narvarte  
México, D.F. 01600  
México  
Tel: 52 555 630 2165  
Fax: 52 555 530 8969  
Email: arturo.moreno@mx.greenpeace.org

**130. Morin, Jocelyne**

JPAC Assistant  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: jmorin@cec.org

**131. Murray, Tom**

Chief, Prevention Analysis Branch  
U.S. EPA  
Office of Pollution Prevention and Toxics  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 8829  
Fax: 202 564 8901  
Email: murray.tom@epa.gov

**132. Muñoz Sevilla, Patricia**

Profesor Investigador  
Instituto Politécnico Nacional  
Luis Enrique Erro s/n Col. Zacatenco  
México, D.F. 07738  
México  
Tel: 52 555 729 6000 x 50558  
Fax: 52 555 729 6000 x 50496  
Email: nmunoz@ipn.mx

**133. Natan, Thomas**

Research Director  
National Environmental Trust  
1200 18th Street NW  
Washington, D.C. 20009  
United States  
Tel: 202 887 8828  
Fax: 202 887 8889  
Email: tnatan@net.org

**134. O'Toole, Anne**

Director General, Pollution Prevention  
Directorate  
Environment Canada  
351 Boul. St. Joseph, 13th Floor  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 934 4205  
Fax: 819 953 8098  
Email: anne.o'toole@ec.gc.ca

**135. Ocegueda Sánchez, Marco**

Coordinador del Area Operativa y  
Administrativa del Programa Institucional de  
Consumo Responsable y Educación Ambiental  
Centro de Investigación y Formación Social del  
Insituto Tencológico de Estudios Superiores del  
Occidente (ITESO)  
Jerez #2159  
Guadalajara, Jalisco 44220  
México  
Email: marseos@iteso.mx

**136. Opalka, Katia**

Legal Officer, Submissions on Enforcement  
Matters Unit  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: kopalka@cec.org

**137. Orozco, Marcela**

JPAC Liaison Officer  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: morozco@cec.org

**138. Orr, Richard**

Assistant Director for International Policy and  
Prevention  
National Invasive Species Council  
U.S. Dept. of the Interior - 1849 C Street, NW  
Washington, D.C. 20240  
United States  
Tel: 202 354 1882  
Fax: 202 371 1751  
Email: richard\_orr@ios.doi.gov

**139. Ouellette, Gene**

Aboriginal Business Coordinator  
Saskatchewan Research Council  
125 - 15 Innovation Blvd.  
Saskatoon, Saskatchewan S7N 2X8  
Canada  
Tel: 306 933 7092  
Fax: 306 933 7446  
Email: ouellette@src.sk.ca

**140. Pasqualetti, Martin J**

Professor of Geography  
Arizona State University  
221 East Loma Vista Drive  
Tempe, Arizona 85287  
United States  
Tel: 480 965 4548  
Email: pasqualetti@asu.edu

**141. Paz-Miller, Liliana**

Logistics Coordinator - Meeting Services  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4345  
Email: lpMiller@cec.org

**142. Pelletier, Julie**  
Manager  
Environment Canada  
10 Wellington Street, 4th Floor  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 956 4109  
Fax: 819 997 0199  
Email: julie.pelletier@ec.gc.ca

**143. Penn, Alan**  
Science Advisor  
Cree Regional Authority  
277 Duke St. Suite 100  
Montreal, Quebec H3C 2M2  
Canada  
Tel: 514 861 5837  
Email: apenn@gcc.ca

**144. Perez, Carlos**  
Director Health, Safety and Environment -  
Americas  
Eastman Kodak Co.  
1100 Ridgeway Avenue  
Rochester, New York 14607  
United States  
Tel: 585 477 1312  
Fax: 585 477 2863  
Email: carlos.perez!@kodak.com

**145. Perras, Jean**  
Chair  
Canadian National Advisory Committee  
100 Old Chelsea Road  
Chelsea, Quebec J9B 1B8  
Canada  
Tel: 819 827 1124  
Email: courieldescastors@videotron.ca

**146. Peters, Roger**  
Senior Technical & Policy Advisor  
Pembina Institute  
164 Wellington Street  
Gatineau, Quebec J8X 2J4  
Canada  
Tel: 819 483 6288  
Email: rogerp@pembina.org

**147. Petersen, Rose-Marie**  
Policy Advisor  
Environment Canada - International Affairs  
Branch  
10 Wellington Street, 4th Floor  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 953 9774  
Fax: 819 997 0199  
Email: rose-marie.petersen@ec.gc.ca

**148. Picardi, Rick**  
Senior Policy Advisor  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 703 308 8879  
Fax: 703 308 0514  
Email: picardi.rick@epa.gov

**149. Poynter, Rachel**  
Environmental Affairs Officer  
U.S. Dept. of State  
2100 C Street  
Washington, D.C. 20520  
United States  
Tel: 202 647 9364  
Fax: 202 647 5752  
Email: poynterm@state.gov

**150. Prather, Tiffany**  
Trade and Environment Program  
U.S. EPA  
1300 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 1625  
Fax: 202 565 2412  
Email: prather.tiffany@epa.gov

**151. Presswood, Jim**  
Energy Advocate  
Natural Resources Defense Council  
1200 New York Ave. NW Suite 400  
México, D.F. 20005-6166  
United States  
Tel: 202 289 2427  
Email: jpresswood@nrdc.org

**152. Priniotakis, Manolis**  
International Relations Specialist  
U.S. Dept. of Energy  
1000 Independence Ave. SW  
Washington, D.C. 20585  
United States  
Tel: 202 586 8873  
Fax: 202 586 1180  
Email: manolis.priniotakis@hq.doe.gov

**153. Redlin, David**  
Senior Advisor  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2610R  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 6437  
Fax: 202 565 2407  
Email: redlin.david@epa.gov

**154. Reyna Caamaño, Ruth**  
Profesor - Investigador  
ITESM - Campus Monterrey  
Av. Eugenio Garza Sada 2501 Sur,  
Col. Tecnológico  
Monterrey, Nuevo León 64849  
México  
Tel: 52 818 158 2202  
Fax: 52 818 359 6280  
Email: ruth.reyna@itesm.mx

**155. Rice, Cody**  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 8769  
Email: rice.cody@epa.gov

**156. Rincón Mejía, Eduardo**  
JPAC Member  
Universidad Autónoma del Estado de México  
Cerro de Coatepec s/n, Ciudad Universitaria  
Toluca, Estado de México 50130  
México  
Tel: 52 722 214 0855 x 222  
Fax: 52 722 215 4512  
Email: rinconsolar@hotmail.com

**157. Rodriguez Perez, José Juan**  
Socio  
PROFAUNA  
Emilio Castelar No. 956  
Saltillo, Coahuila 25000  
México  
Tel: 52 844 488 4633  
Fax: 52 844 412 9896  
Email:  
josejuan.rodriguez@holcimapasco.com.mx

**158. Rodríguez Cárdenas, Monica**  
Coordinadora General  
Coordinación General de Comunicación Social  
Blvd. Adolfo Ruiz Cortinez, No. 4209 - Piso 5  
Col. Jardines en la Montaña  
México, D.F. 14210  
México  
Tel: 52 555 490 0972  
Fax: 52 555 628 0778  
Email: monica.rodriguez@semarnat.gob.mx

**159. Ruiz, Nadtya**  
Environmental Scientist  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 1391  
Fax: 202 565 2409  
Email: ruiz.nadtya@epa.gov

**160. Ryan, Helen**  
Director / Oil, Gas and Energy Division  
Environment Canada  
351 St. Joseph Blvd. Place Vincent Massey 20th  
Floor  
Ottawa, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 997 1221  
Fax: 819 953 8903  
Email: helen.ryan@ec.gc.ca

**161. Sandoval, Rosario**  
Asociación Gilberto  
Risco 243  
México, D.F. 01900  
México  
Tel: 52 555 575 3951

**162. Sandoval, Carlos**

JPAC Member  
Consejo Nacional de Industriales Ecologistas  
Gabriel Mancera No. 1141, Col. del Valle  
México, D.F. 03100  
México  
Tel: 52 555 559 3611  
Fax: 52 555 575 2337  
Email: ecologia@conieco.com.mx

**163. Sanregret, Tristan**

Director, Alberta-U.S. Relations  
Alberta Office in Washington, D.C.  
501 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20001  
United States  
Tel: 202 448 6474  
Fax: 202 448 6477

**164. Schmidt, Karen**

Conservation and Biodiversity Program  
Assistant  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montréal, Québec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: kschmidt@cec.org

**165. Sepúlveda Valle, Héctor Javier**

JPAC Member  
Fábrica de Jabón "La Corona"  
Carlos B. Zetina, No. 80, Fraccionamiento  
Industrial Xalostoc  
Ecatepec, Estado de México 55000  
México  
Tel: 52 555 747 6406  
Fax: 52 555 714 3798  
Email: hsepulveda@fjcorona.com.mx

**166. Simpson, Amelia**

Director Border Environmental Justice  
and Campaign  
Environmental Health Coalition  
401 Mile of Cars Way Suite 310  
National City, California 91950  
United States  
Tel: 619 474 0220 x 116  
Fax: 619 474 1210  
Email: AmeliaS@environmentalhealth.org

**167. Smith, Russell**

Director for International Environmental Policy  
and Multilateral Environmental Agreements  
Office of the U.S. Trade Representative  
600 17th St. NW  
Washington, D.C. 20508  
United States  
Tel: 202 395 7320  
Fax: 202 395 6865  
Email: russell\_smith@ustr.eop.gov

**168. Solano, Paolo**

Legal Officer, Submissions on Enforcement  
Matters Unit  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: dmillan@cec.org

**169. Sonntag, William**

Chief of Staff - Office of Environmental  
Information  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 3871  
Email: sonntag.william@epa.gov

**170. Sosa, Alejandro**

Director Ejecutivo  
Iniciativa Gemi, A.C.  
Tuxpan No. 39 -503 Col. Roma Sur  
México, D.F. 06760  
México  
Tel: 52 555 574 6500  
Fax: 52 555 574 5977  
Email: ingemiac@prodigy.net.mx

**171. Sowell, Sarah**

Senior Advisor on North American Air Quality  
U.S. EPA - Office of Air Radiation  
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 6101A  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 0145  
Fax: 202 564 7739  
Email: sowell.sarah@epa.gov

**172. Stoub, Jeffrey**  
Publications Manager  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: jstoub@cec.org

**173. Sumida, Steven**  
Executive Director (Acting)  
Alaska Inter-Tribal Council  
1569 Bragaw Ste 102  
Anchorage, Alaska 99508  
United States  
Tel: 907 563 9334  
Fax: 907 563 9337  
Email: ssumida@alaskaintertribal.org

**174. Tajbakhsk, Melida**  
Chief, Mexico Branch  
U.S. Fish and Wildlife Service - Division of  
International Conservation  
4401 North Fairfax Dr. Suite 740  
Washington, D.C. 22203-1622  
United States  
Tel: 703 358 1766  
Fax: 703 358 2849  
Email: melida\_tajbakhsh@fws.gov

**175. Thompson, Dan**  
CEC Team Leader  
U.S. EPA  
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2660R  
Washington, D.C. 20004  
United States  
Tel: 202 564 6418  
Fax: 202 565 2409  
Email: thompson.dan@epa.gov

**176. Trip, Luke**  
Program Manager, Sound Management of  
Chemical  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: ltrip@cec.org

**177. Troche, Luis**  
International Relations Specialist  
U.S. EPA - Office of International Affairs  
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2660R  
Washington, D.C. 20460  
United States  
Tel: 202 564 2870  
Fax: 202 565 2409  
Email: troche.luis@epa.gov

**178. Vulpescu, Mihaela**  
Legal Scrub Coordinator  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: mvulpescu@cec.org

**179. Wardzinski, Karen**  
Assistant Section Chief  
Dept. of Justice  
Env. & National Resources Division  
950 Pennsylvania Ave. NW  
Washington, D.C. 20530  
United States

**180. Wennberg, Jeffrey**  
Commissioner  
United States - GAC  
103 South Main Street, Building 1 South  
Waterbury, Vermont 054671-0401  
United States  
Tel: 802 241 3808  
Fax: 802 244 5141  
Email: jeff.wennberg@state.vt.us

**181. Wesson, Dolores**  
Vice-Chair  
University of California  
7211 Fay Ave.  
La Jolla, California 92037  
United States  
Tel: 619 992 2506  
Email: dwesson@ucsd.edu

**182. Whittaker, Robyn**

Policy Advisor  
Environment Canada  
10 Wellington Street, 4th Floor  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 953 2295  
Fax: 819 997 0199  
Email: robyn.whittaker@ec.gc.ca

**183. Winters, Ellen**

Program Analyst  
Dept of the Interior  
1767 Willard St NW  
Washington, D.C. 20009  
United States  
Tel: 202 208 4077  
Fax: 202 208 4867  
Email: ellen\_winters@ios.doi.gov

**184. Wright, Doug**

Director of Programs  
Commission for Environmental Cooperation  
393, rue St-Jacques Ouest suite 200  
Montreal, Quebec H2Y 1N9  
Canada  
Tel: 514 350 4300  
Fax: 514 350 4314  
Email: dwright@cec.org

**185. Wright, Regina**

Executive Assistant to the Deputy Minister  
Environment Canada - International Affairs  
Branch  
10 Wellington Street, 453 A  
Gatineau, Quebec K1A 0H3  
Canada  
Tel: 819 994 2370  
Fax: 819 953 9412  
Email:regina.wright@ec.gc.ca



**Atelier public : Les solutions de rechange qu'offrent les énergies renouvelables : les biocarburants et les énergies solaire et éolienne**

Le 27 juin 2006

**Liens pour accéder aux exposés**

*Les débouchés des biocarburants et des énergies solaire et éolienne au Mexique* par Odon de Buen

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Buen-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Buen-JPAC-06-2006_en.pdf)

*La situation actuelle dans le monde en ce qui concerne les énergies renouvelables* par Carmen Becerril

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Becerril-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Becerril-JPAC-06-2006_en.pdf)

*Les activités du Natural Resources Defense dans le domaine de la bioénergie* par Jim Presswood

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Presswood-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Presswood-JPAC-06-2006_en.pdf)

*Le rôle de l'Environmental Protection Agency des États-Unis dans les marchés des énergies renouvelables de ce pays* par Matt Clouse

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Clouse-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Clouse-JPAC-06-2006_en.pdf)

*L'énergie éolienne* par Martin Pasqualetti

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Pasqualetti-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Pasqualetti-JPAC-06-2006_en.pdf)

*Les activités de la National Wildlife Federation au sujet du réchauffement de la planète* par Barbara J. Bramble

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Bramble-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Bramble-JPAC-06-2006_en.pdf)

*Le rapport de la CCE concernant la cartographie des sources d'énergie renouvelable* par Chantal Line Carpentier

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/JPAC-06-2006_en.pdf)

*La décision de Suncor de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables* par Gordon Lambert

[http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Suncor-JPAC-06-2006\\_en.pdf](http://www.cec.org/files/pdf/JPAC/Suncor-JPAC-06-2006_en.pdf)